

ÉDITION 2026

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE PAR LES CANADIENS

Guide de discussion pour les participants

Une initiative nationale de démocratie délibérative

Table des matières

Bienvenue

Introduction

Prospérité : Comment le Canada devrait-il s'engager dans le monde pour améliorer notre prospérité économique?

La relation commerciale du Canada avec les États-Unis 8
Les relations commerciales du Canada avec d'autres pays 10
«Achetez canadien» 12
Exportations de pétrole et de gaz 13
Immigration 15

Sécurité : Que doit faire le Canada pour renforcer notre sécurité?

Dépenses en défense 19
Résilience face aux pandémies 21
Achat d'équipement militaire canadien 22
Un service canadien d'espionnage 24
Souveraineté dans l'Arctique 25
Cybersécurité et préparation aux urgences 27

Coopération mondiale : Comment le Canada devrait-il coopérer avec d'autres pays et des organisations internationales?

Institutions internationales 31
Droits de la personne et droit international 33
Commerce avec les pays démocratiques et responsabilités des entreprises canadiennes à l'étranger 35
Priorités géographiques 37
Changements climatiques 38

Développement : Comment le Canada devrait-il envisager sa relation avec les pays plus pauvres?

Engagement envers le développement 42
Développement et intérêts économiques canadiens 44
Femmes et filles 45
Santé mondiale 47

Bienvenue

Chères participantes, chers participants,

Nous avons le plaisir de vous accueillir dans cette expérience remarquable en démocratie canadienne : La politique étrangère par les Canadiens. Nous sommes ravis que vous vous soyez joint à nous pour être l'un des quelque 400 Canadiens scientifiquement sélectionnés pour représenter l'ensemble du pays le 30 mai 2026. Au cours de ces deux journées, vous vous joindrez à vos compatriotes canadiens pour discuter des enjeux de politique étrangère et entendre des experts en prospérité économique, en sécurité, en coopération mondiale et en développement international qui répondront à vos questions.

Nous appelons ce type de rassemblement un « sondage délibératif ». Vous avez déjà répondu à des questions de sondage relatives aux enjeux de politique étrangère. Durant la fin de semaine, vous discuterez de vos points de vue avec d'autres Canadiens qui ont également été sélectionnés au hasard pour représenter l'ensemble du pays.

Pour vous aider à vous préparer à discuter des enjeux, nous avons produit ce guide de discussion avec l'aide d'experts en la matière. Le guide contient une analyse de fond et des arguments contradictoires « pour » et « contre » différentes propositions de politiques qui suggèrent des actions que le Canada pourrait prendre sur la scène internationale. Chaque section rassemble différents points de vue, bénéficiant de l'apport d'experts diversifiés ayant un large éventail de perspectives et d'opinions politiques.

Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un document approfondi et nous avons essayé de le rendre aussi utile que possible. Nous espérons que vous lirez les arguments contradictoires avant le début de vos discussions de groupe et nous vous encourageons à utiliser le guide pendant vos délibérations également.

Nous vous remercions du temps que vous consacrez à participer à ce dialogue unique. Nous vous remercions profondément de l'engagement que vous prenez envers notre démocratie.

Robert Greenhill
Président exécutif
Global Canada

Louise Holt
Consultante principale
La politique étrangère par les Canadiens

Introduction

Plus que jamais, votre vie en tant que Canadien(ne) est liée à la façon dont le Canada protège et promeut ses intérêts dans le monde. Votre sécurité, vos finances et votre bien-être sont liés au monde qui nous entoure et façonnés par lui, par les relations du Canada avec d'autres nations, et par la paix et la stabilité internationales.

Lorsque nous avons tenu cet exercice de démocratie délibérative en 2021, le thème central était la pandémie de COVID, un événement de santé mondiale qui a changé la vie des gens au Canada et partout dans le monde. L'économie s'est arrêtée. Les écoles ont fermé, les entreprises ont fait faillite, les marchandises sur les rayons étaient rares et, pire encore, des dizaines de milliers de familles ont perdu des proches.

Cette année, le Canada fait face à un enjeu peut-être encore plus grave : notre place même dans un monde de plus en plus dangereux et fracturé. Notre relation centrale avec notre plus proche voisin a profondément changé, et la nouvelle politique « L'Amérique d'abord » des États-Unis a renversé de nombreuses hypothèses de longue date pour le Canada.

Ce changement a également modifié la façon dont les autres pays se comportent les uns envers les autres. Autrefois, nous respections des règles régissant la façon dont les pays se traitaient. Bon nombre de ces règles sont maintenant sous pression, tout comme les alliances bien établies sur lesquelles le Canada s'appuyait pour notre croissance économique, notre santé et notre sécurité. Pendant des décennies, le Canada a partagé de nombreuses priorités commerciales, d'investissement, de sécurité et autres avec les États-Unis, qui ont également encouragé et bénéficié de cette forte connexion. Ce n'est plus le cas, et le Canada fait maintenant face à des risques sérieux et à des compromis.

Nous devons reconsidérer avec qui nous commerçons et investissons à l'étranger, comment nous assurons la sécurité de nos citoyens et que sont les compromis que nous sommes prêts à accepter en tant que pays. Comme d'autres pays, nous devons également naviguer dans un monde plus dangereux. Nous disposons cependant d'outils pour protéger et promouvoir nos intérêts. En tant que puissance moyenne, le Canada peut utiliser ces leviers:

- La diplomatie, en partie par le biais des ambassades canadiennes, pour évaluer les menaces, négocier la paix et la sécurité, et établir des relations politiques et économiques
- Le développement et le maintien de règles qui guident la façon dont les pays devraient se conduire dans le monde
- La participation aux institutions et alliances internationales, comme les Nations Unies et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
- Les activités économiques, notamment les accords commerciaux et d'investissement avec d'autres pays
- Les lois et règlements régissant l'activité économique et politique au Canada, ainsi que les activités des entreprises canadiennes à l'étranger
- L'utilisation de nos forces militaires à l'étranger pour défendre nos intérêts ou protéger les intérêts de nos alliés
- Les activités de renseignement pour recueillir des informations sur l'ingérence étrangère et les menaces à la sécurité

- L’aide au développement dans les pays à faible revenu pour répondre aux souffrances humaines et promouvoir le progrès économique et social

Dans ce contexte mondial difficile, la distinction entre la politique intérieure et la politique internationale est floue. Vous, comme tous les Canadiens, avez un rôle essentiel à jouer pour assurer une politique étrangère solide et robuste, car elle est devenue de plus en plus centrale pour protéger et défendre les intérêts des Canadiens, peu importe où ils vivent. Le Canada n’a d’autre choix que de s’engager profondément dans les affaires internationales pour assurer le bien-être de ses citoyens. Cet exercice permet aux citoyens de façonner l’engagement mondial de notre nation.

Nous vous invitons à discuter de ces enjeux avec vos collègues participants alors que le Canada navigue dans un monde en mutation. Ce guide présente certaines de ces options et fournit des informations de fond pour vous équiper afin de prendre part à la discussion.



Partie 1

Prospérité

Comment le Canada devrait-il s’engager dans le monde pour améliorer notre prospérité économique?

Prospérité : Comment le Canada devrait-il s'engager dans le monde pour améliorer notre prospérité économique?

La prospérité économique du Canada a toujours dépendu de nos relations avec d'autres pays. Le commerce (vente et achat de biens provenant d'autres pays) et l'investissement (financement d'entreprises dans d'autres pays et accueil d'autres personnes pour financer les nôtres) sont des éléments d'une importance énorme dans le tableau économique national. Ces activités internationales s'ajoutent à une multitude d'efforts nationaux qui, ensemble, renforcent notre économie : promotion des sciences et de la technologie, recherche et éducation, fabrication, agriculture, développement des ressources naturelles, services, petites entreprises, et bien plus encore. Même dans ces domaines, les liens internationaux sont partout.

Cet écosystème économique interconnecté au Canada fait partie d'un arrangement international plus large qui a apporté prévisibilité et stabilité à de nombreux pays. À partir de l'après-Deuxième Guerre mondiale, le Canada, les États-Unis et d'autres alliés ont commencé à construire des institutions et des règles pour améliorer la façon dont les pays collaboraient pour construire leurs économies. Une partie importante de ce système est le *libre* commerce. Le libre-échange signifie l'élimination des restrictions sur les importations ou les exportations, l'élimination des obstacles tels que les tarifs (taxes sur les importations) et les quotas (limites sur les quantités que vous pouvez importer), et l'harmonisation des réglementations afin qu'il soit plus facile pour les entreprises d'acheter et de vendre des produits à d'autres pays. Ces règles de libre-échange n'étaient pas parfaites, et elles ne s'appliquaient jamais uniformément à tous, mais elles étaient importantes car elles ont conduit à des années de commerce accru et de croissance économique dans de nombreux pays.

Au cours du 20e siècle, le monde a mis à jour et élargi ces règles. Il y avait un consensus émergent selon lequel le libre-échange non seulement assurait l'accès à de nouveaux marchés, mais abaissait également les prix pour les consommateurs, leur apportait de nouveaux biens et services, stimulait l'investissement et créait des emplois plus nombreux et mieux rémunérés. La mondialisation était considérée comme la voie de l'avenir, et les Canadiens considéraient le libre-échange avec les États-Unis — notre plus grand partenaire commercial — comme le moteur de notre croissance et de notre prospérité. En 1994, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et son impact depuis lors a été profond. Les exportations canadiennes vers les États-Unis ont triplé, passant de 185 milliards $ en 1994 à 590 milliards $ en 2024.[1]

De nombreux secteurs économiques importants du Canada et les personnes qui y travaillent dépendent de nos relations commerciales, et en particulier de notre relation de longue date avec les États-Unis. Tous les secteurs ne sont pas les mêmes, cependant. Certains sont plus vulnérables aux changements dans les règles commerciales, comme les industries de l'automobile, de l'acier, de la foresterie et du pétrole et du gaz. D'autres sont plus protégés parce

[1] Dans le présent document comme ailleurs, toutes les données proviennent de sources officielles du gouvernement du Canada ou de sources internationales conformes aux lignes directrices canadiennes en matière de sources.

qu'ils sont financés par le gouvernement ou ne dépendent pas beaucoup du commerce, comme les soins de santé et l'éducation.

Cependant, au cours de la dernière année, l'état économique relativement stable dont le Canada avait bénéficié a changé de façon dramatique avec l'élection de la nouvelle administration Trump. Les États-Unis ont renversé bon nombre des règles que la plupart des pays, y compris le Canada, considéraient comme fondant nos relations commerciales. Alors, comment protégeons-nous notre économie quand les règles qui nous régissent, nous et nos partenaires commerciaux, sont enfreintes? Comment élargissons-nous les marchés afin de pouvoir vendre davantage à différents pays? Et quels compromis sommes-nous prêts à accepter pour protéger notre économie?

La relation commerciale du Canada avec les États-Unis

1. Proposition : Le Canada devrait continuer à prioriser sa relation commerciale avec les États-Unis, même si cela signifie accepter des concessions importantes

Arguments pour	Arguments contre
L'Amérique du Nord est notre avantage naturel. Les États-Unis sont le plus grand marché du monde. Nous ne surmonterons jamais notre géographie. Tous les pays commercent le plus avec leurs voisins les plus proches. **Faisons face à la réalité.** Nos deux économies sont très intégrées, et 75 % de nos exportations vont aux États-Unis. Il faudra des décennies et beaucoup de difficultés pour trouver de nouveaux marchés pour nos produits. Le Canada n'a tout simplement pas le poids ou le pouvoir de forcer les États-Unis à faire quoi que ce soit. **Trouvons un terrain d'entente.** Le Canada devrait plutôt trouver un terrain d'entente avec les États-Unis là où nous sommes d'accord. Nous pouvons protéger ensemble notre industrie automobile commune, harmoniser davantage nos réglementations ou empêcher le flux de marchandises illégales.	**Ne cédons pas aux intimidateurs!** Les États-Unis utilisent leur taille pour nous intimider. Céder à l'intimidation signifie seulement qu'ils reviennent pour plus. Les pays qui ont tenu tête ont été respectés. **Situation impossible.** Il est souvent difficile de répondre aux demandes américaines, même si nous le voulions, car elles changent fréquemment. Ces demandes nous placent également dans une position impossible : les États-Unis disent qu'ils ne commerceront pas avec nous, mais sont également mécontents lorsque nous commerçons avec d'autres pays. **Jusqu'où cela ira-t-il donc?** Si nous cédons chaque fois que les États-Unis font des demandes, la souveraineté canadienne en est affectée. Quelles demandes des États-Unis sommes-nous prêts à tolérer en échange de la protection de notre économie? Et si on nous demandait d'abandonner des réglementations qui protègent la santé des Canadiens ou de modifier nos lois sur le mariage égalitaire?

Bien que le Canada ait d'autres partenaires commerciaux importants, aucun ne se rapproche de la taille et de l'importance de notre relation avec les États-Unis. Le commerce avec les États-Unis est plus de quatre fois plus important que les neuf prochains partenaires commerciaux combinés.

Durant la première administration du président Trump (2017-21), il a entamé la renégociation de l'ALENA, notre accord commercial de longue date avec les États-Unis et le Mexique. Après deux ans de négociations prolongées, l'ALENA a été remplacé par l'ACEUM (l'Accord Canada–États-Unis–Mexique). Lorsque le président Trump a repris ses fonctions en 2025, les experts s'attendaient une fois de plus à des perturbations dans notre relation commerciale. Cependant, la plupart des gens ne prévoyaient pas l'ampleur des changements dans la relation commerciale avec les États-Unis.

Comme l'un de ses premiers actes, le président américain a imposé des tarifs de 10 à 50 % sur plus de 90 pays. Les coûts supplémentaires des tarifs sont généralement répercutés sur les clients, rendant ces produits importés plus chers. Mais les tarifs peuvent également rendre les produits nationaux plus chers si les producteurs nationaux augmentent les prix en l'absence de concurrence des producteurs étrangers. Parce que les tarifs sont des taxes payées au gouvernement, ils génèrent également de nouveaux revenus pour le gouvernement. Le président Trump croit que les tarifs renforcent les États-Unis, encourageant l'industrie américaine à fabriquer des produits aux États-Unis, et incitant les entreprises étrangères à investir aux États-Unis pour avoir accès au marché américain.

Les tarifs imposés directement au Canada ont varié depuis leur instauration et s'élèvent maintenant en moyenne à 4-6%, selon le produit. La plupart des experts estiment que ces tarifs violent notre accord commercial avec les États-Unis. Les tarifs ont nui à notre économie parce qu'ils augmentent le prix de nos marchandises, incitant les Américains à en acheter moins. Les tarifs ont ralenti la croissance économique au Canada et ont entraîné moins d'emplois dans des secteurs comme les industries de l'automobile et de l'acier.

Les tarifs américains se sont également accompagnés d'autres menaces économiques dirigées contre le Canada et d'autres pays. Dans le passé, les États-Unis évitaient généralement d'utiliser ouvertement leur puissance économique pour forcer d'autres pays à agir comme les États-Unis le souhaitaient. Les États-Unis soutenaient auparavant des règles internationales sur la façon dont les pays se comportent par rapport au commerce. Cette politique a changé sous le président Trump. Il utilise la politique commerciale pour faire avancer des objectifs américains qui n'ont pas rapport au commerce. Par exemple, il a dit à certains pays européens qu'il augmenterait les tarifs s'ils n'éliminent pas leurs lois nationales sur la liberté d'expression ou le changement climatique. Au Canada, le président Trump a rendu certains tarifs conditionnels à la réponse du Canada au flux de la drogue fentanyl à travers la frontière vers les États-Unis. Même si les données montrent que moins de 1 % du fentanyl entrant aux États-Unis provient du Canada, le Canada a pris la question au sérieux et a créé une équipe spéciale pour répondre aux préoccupations américaines.

Certaines personnes disent que le Canada doit répondre aux demandes américaines parce que nous ne pouvons pas nous permettre de faire autrement. Elles soutiennent que les États-Unis pourraient gravement nuire à notre économie et que le coût de la résistance ne vaut pas le prix. Et de toute façon, elles suggèrent, cette perturbation peut n'être que temporaire, et les relations pourraient revenir à la normale dans quelques années. D'autres personnes disent que le Canada doit dire « assez », arguant que les demandes américaines ne sont pas fondées sur des preuves et que le Canada ne devrait pas céder à l'intimidation. D'autres encore s'inquiètent que si le Canada laisse toujours les États-Unis obtenir ce qu'ils veulent, le Canada n'est effectivement

plus un pays souverain. Quels compromis sommes-nous prêts à accepter pour empêcher les États-Unis de nous punir économiquement?

Les relations commerciales du Canada avec d'autres pays

2. Proposition : Le Canada devrait réduire sa relation commerciale avec les États-Unis et commercer davantage avec la Chine, l'Inde et d'autres pays à la place	
Arguments pour	Arguments contre
La diversification n'est pas optionnelle. Les États-Unis ne reviendront pas à la « normale » dans un avenir prévisible. Nous ne pouvons pas prédire ce qui s'y passera, nous devons donc diversifier de toute urgence. Nous ne pouvons pas laisser les États-Unis nous prendre en otage économiquement. **Le commerce favorise la démocratie.** Augmenter nos échanges et améliorer les relations avec des pays comme la Chine les encourage à suivre les règles internationales. **Le Canada est un petit pays.** Nous sommes coincés entre les États-Unis et la Chine, les deux superpuissances commerciales mondiales. Nous devons choisir l'un d'eux, et nous ne pouvons pas nous permettre d'être exclu d'un bloc commercial avec la Chine. **Il y a d'autres pays.** Nous ne sommes pas limités à travailler avec l'Inde et la Chine.	**Les États-Unis sont le pari le plus sûr.** Les États-Unis sont toujours une démocratie. La Chine ne l'est pas. Il y a quelques années seulement, la Chine a arrêté deux de nos citoyens sans motif. Beaucoup croient qu'elle nous espionne et interfère dans notre démocratie, ainsi que l'Inde et d'autres pays. Elle menace de prendre Taïwan militairement. C'est un risque plus grand pour le Canada de compter sur des pays comme celui-ci. **La sécurité nationale est importante.** Des rapports gouvernementaux ont noté des préoccupations concernant des activités de la Chine et de l'Inde qui ont eu des effets négatifs sur notre sécurité nationale. **Nous aliénons les États-Unis.** Les États-Unis sont déjà mécontents que le Canada traite avec la Chine et d'autres pays. Ils nous ont avertis d'autres conséquences si nous continuons à nous rapprocher de la Chine en particulier. Nous ne pouvons pas risquer 75 % de nos exportations pour augmenter ce qui n'est maintenant que 4 %. **Ce n'est pas réaliste.** Les États-Unis seront toujours notre principal partenaire commercial. Le commerce avec les pays en développement autres que l'Inde et la Chine restera relativement faible pendant de nombreuses années à venir.

En réponse aux changements dans la relation avec les États-Unis, le Canada cherche de toute urgence de nouveaux marchés pour ses produits. Mais la tâche est importante. Depuis 40 ans, les trois quarts de nos exportations sont allées aux États-Unis. Jusqu'à récemment, la Chine était en deuxième place mais dérisoire par rapport aux États-Unis — 4 % de nos exportations, comparé aux 75 % vers les États-Unis en 2024. Le Canada devrait quadrupler ses exportations vers tous les autres pays pour égaler nos exportations actuelles vers les États-Unis seuls.

Certains experts pensent que nous devrions conclure davantage d'accords commerciaux avec les marchés émergents (pays avec des économies à forte croissance comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud et l'Arabie saoudite) afin de pouvoir en bénéficier pendant de nombreuses années à mesure que nos deux économies se développent. D'autres experts s'inquiètent de faire plus d'affaires avec ces pays.

Ils s'inquiètent particulièrement de devenir dépendants de la Chine parce qu'elle n'est pas une démocratie et que les gens pensent que ses dirigeants veulent utiliser le commerce et l'intégration économique pour donner à la Chine plus de pouvoir sur les autres pays. Le Canada dépend maintenant de la Chine pour de nombreux biens de base et pour beaucoup de nos emplois. Dans l'ensemble, plus de 4 % de nos exportations et 8 % de nos importations se font avec la Chine, mais des pourcentages beaucoup plus élevés dans certains secteurs comme nos exportations de produits alimentaires, d'énergie, de minéraux et de produits forestiers. Ce poids économique donne à la Chine beaucoup de pouvoir pour affecter le Canada. Certains disent également que la Chine ne joue pas selon les règles normales. Ce n'est qu'en 2021 que la Chine a libéré deux Canadiens qu'elle avait détenus pendant trois ans. La Chine interfère également dans les institutions canadiennes et espionne les Canadiens d'origine chinoise au Canada. Les critiques soutiennent également que la Chine bafoue les droits de la personne de son peuple, et que nous ne devrions pas cautionner cet abus en commerçant davantage avec la Chine.

D'un autre côté, il y a des craintes que le Canada pourrait être exclu d'un nouveau bloc commercial dirigé par la Chine. Si de nombreux pays pivotent leurs relations commerciales des États-Unis vers la Chine, la Chine pourrait diriger un groupe commercial important et très significatif. Ces personnes disent également que le choix n'est pas entre des États-Unis qui suivent les règles et nous traitent bien et une Chine qui ne le fait pas. Les États-Unis ne suivent plus les règles et ne nous traitent plus bien; en effet, la Chine a été plus amicale envers le Canada récemment que les États-Unis. Ils notent également que les États-Unis bafouent les droits de la personne de leur propre peuple. Ils disent que nous faisons face à un préjudice économique certain et potentiellement à une catastrophe économique, donc nous ne pouvons pas nous permettre de refuser des partenaires commerciaux. La Chine est la deuxième économie mondiale, et nous devons donc augmenter nos échanges commerciaux avec elle.

Les experts soulignent également qu'il existe des risques associés à d'autres marchés émergents, pas seulement la Chine. Par exemple, ils soulignent que l'Inde interfère depuis longtemps dans les institutions démocratiques canadiennes et a menacé les Canadiens d'origine indienne. En 2023, l'Inde a été accusée d'avoir ordonné l'assassinat d'un citoyen canadien à Vancouver. Les experts en sécurité nationale affirment que l'Inde est une menace pour le Canada et souhaitent équilibrer les avantages commerciaux avec les risques pour la sécurité. D'autres experts disent qu'il est partial de dépeindre l'Inde uniquement comme une menace : l'Inde est aussi un pays diversifié et démocratique avec des industries florissantes.

« Achetez canadien »

3. Proposition : Le gouvernement canadien devrait payer davantage pour acheter canadien	
Arguments pour	Arguments contre
Stimulons notre économie. Acheter auprès d'entreprises canadiennes stimulera notre économie et créera plus d'emplois. **Fort et libre.** Lorsque nous dépendons moins des autres pays, nous sommes moins vulnérables aux actions hostiles ou aux pressions exercées par eux. Tant que nous dépendons des autres, notre souveraineté s'en trouve diminué. **Plus résilients.** Avec nos propres approvisionnements et chaînes d'approvisionnement, nous sommes plus résilients face aux chocs, aux crises et aux pandémies.	**Trop cher.** Même avec des limites sur le montant supplémentaire que le Canada est autorisé à payer pour les marchandises canadiennes, cela nous coûtera beaucoup plus cher. Nous ne pouvons pas nous permettre ces coûts en période de stress économique. **Qualité inférieure.** Nous ne devrions pas acheter des produits inférieurs qui ne répondent pas exactement à nos besoins simplement parce qu'ils sont canadiens. **Pas vraiment canadien.** Beaucoup de nos entreprises sont à propriété étrangère, et il est trop difficile de définir ce qui compte comme véritablement canadien.

En réponse à ces grandes menaces économiques, le gouvernement du Canada a mis en œuvre des mesures pour augmenter la quantité de biens canadiens qu'il achète. Cet engagement comprend une initiative Achetez canadien pour les achats propres du gouvernement et une Stratégie industrielle de défense pour acheter autant d'équipement de défense pour nos forces armées que possible au Canada. Dans le cadre de ces initiatives, nous chercherons d'abord à acheter auprès d'entreprises canadiennes, puis s'il n'y a pas de disponibilité au Canada ou si les marchandises coûtent plus de 25 % de plus à acheter ici par rapport à ailleurs, nous achèterons chez des alliés. La politique Achetez canadien s'appliquera à environ 70 milliards $ de dépenses gouvernementales annuellement, et la Stratégie industrielle de défense affectera au moins 180 milliards $ de dépenses au cours des cinq prochaines années.

Les partisans de cette approche affirment qu'il est essentiel de renforcer la souveraineté et l'autosuffisance canadiennes. Si le Canada peut répondre à ses propres besoins, nous n'avons pas besoin de compter sur d'autres pays. Ainsi, en temps de crise ou même d'une autre pandémie, nous pouvons subvenir aux besoins des Canadiens à partir de l'intérieur de nos propres frontières. Ils soutiennent que nous serions également moins exposés aux perturbations causées par les crises dans d'autres pays, et nous réduirions le risque d'être intimidés par nos partenaires commerciaux. Si nous pouvons fournir des produits nous-mêmes au Canada, nous n'avons pas à céder à des demandes déraisonnables juste pour protéger notre économie. Enfin, la politique Achetez canadien stimulerait les entreprises canadiennes, augmentant potentiellement les emplois et contribuant à augmenter notre économie en utilisant de l'argent que nous dépenserions de toute façon. Certains experts disent que nous pourrions générer jusqu'à 10 milliards $ de croissance chaque année.

Les opposants à cette approche disent que le coût et l'efficacité sont les compromis. Acheter au Canada coûtera presque certainement plus cher au gouvernement, peut-être jusqu'à 5-12

milliards $ de plus chaque année. Les critiques disent également que cela affectera la qualité des biens que nous achetons, surtout pour nos militaires. Si les meilleurs avions sont fabriqués aux États-Unis, alors nous devrions les acheter. Nous ne pouvons pas acheter du matériel militaire inférieur simplement parce qu'il est canadien. Finalement, ils disent qu'il est difficile de dire ce qui compte comme une entreprise canadienne. Beaucoup de nos entreprises sont des filiales de grandes sociétés américaines ou étrangères. Nous ne pouvons pas savoir où va notre argent et s'il reste vraiment au Canada.

Exportations de pétrole et de gaz

4. Proposition : Le Canada devrait exporter davantage de pétrole et de gaz	
Arguments pour	Arguments contre
C'est l'économie. Nous devons tout simplement mettre l'économie en premier en ce moment. Nous ne pouvons pas nous permettre de prioriser des problèmes futurs potentiels. Notre économie est menacée maintenant et nos travailleurs ont besoin d'emplois. **Marchons et mâchons de la gomme.** Notre industrie d'extraction pourrait éventuellement ralentir, mais il y a toujours une demande ferme pour notre pétrole, et nous pouvons aborder les changements climatiques d'autres façons. Nous pouvons exporter du pétrole et du gaz ET nous attaquer aux changements climatiques en même temps. La technologie nous aide déjà à réduire l'impact environnemental du pétrole et du gaz. **Pétrole démocratique.** Les autres grands producteurs d'énergie ne sont pas des démocraties. Le pétrole et le gaz canadiens sont stables et sûrs. Le monde a encore besoin de pétrole et de gaz et il vaut mieux qu'ils achètent au Canada.	**Ce n'est pas l'un ou l'autre.** Pivoter de façon responsable signifie honorer les travailleurs des ressources naturelles et les aider au fil des années à obtenir un nouveau travail bien rémunéré dans les nouvelles industries du futur. Cela ne signifie pas les abandonner. **Le Canada à l'avant-plan des changements climatiques.** Il est dans l'intérêt du Canada de ralentir les changements climatiques. Nous sommes l'un des pays les plus touchés, et notre santé, notre sécurité et nos moyens de subsistance dépendent de la lutte contre les changements climatiques. **Être réaliste.** Les compromis n'en valent tout simplement pas la peine. Il y a d'autres industries qui pourraient contribuer davantage à notre économie et qui n'ont pas un impact aussi terrible sur les changements climatiques.

Un autre secteur clé de l'économie canadienne est notre industrie des ressources naturelles. Elle comprend le pétrole et le gaz, qui sont principalement concentrés en Alberta, en Saskatchewan et au large des côtes du Canada atlantique.

Le pétrole et le gaz sont des contributeurs importants à l'économie canadienne. Le secteur représente 28 % de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador et 26 % du produit intérieur brut (PIB, la valeur totale de tous les biens et services produits) de l'Alberta. Le pétrole est également

produit dans d'autres pays comme l'Arabie saoudite, la Russie et l'Iran, mais le Canada est l'une des rares démocraties qui produit une quantité significative de pétrole. Certaines personnes disent que, bien que le monde ait encore besoin de pétrole, il vaut mieux l'acheter auprès d'un pays sûr et démocratique comme le Canada. Acheter du pétrole à des pays autoritaires ne fait que donner à ces régimes plus d'argent et de pouvoir.

Le Canada exporte la plupart de son pétrole et de son gaz vers d'autres pays. Pour augmenter nos exportations, les experts soutiennent que nous devons construire de nouvelles infrastructures comme des oléoducs et des ports. Beaucoup préconisent de nouveaux oléoducs pour que notre pétrole puisse atteindre nos côtes ou les raffineries. Tout le monde n'est pas en faveur : la Colombie-Britannique s'oppose à la construction de nouveaux pipelines en provenance de l'Alberta, en partie parce que les déversements de pétrole passés ont eu un impact catastrophique sur le littoral et la faune de la C.-B. et en partie en raison des préoccupations concernant les changements climatiques.

Nous savons que la combustion de combustibles fossiles comme le pétrole et le gaz produit les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui causent les changements climatiques et endommagent notre environnement. Le pétrole de l'Alberta est également mélangé à du sable et doit être traité avant de pouvoir être exporté. Ce traitement est coûteux et dommageable pour l'environnement. 30 % des émissions totales de gaz à effet de serre du Canada proviennent de notre industrie pétrolière et gazière, et ce chiffre augmente. Le Canada a déjà l'un des taux d'émissions de GES par habitant les plus élevés au monde, ce qui en fait un contributeur important aux changements climatiques. Le Canada s'est engagé à réduire de moitié ses émissions d'ici 2035 et à atteindre des émissions nettes nulles (éliminer autant de GES que nous en produisons) d'ici 2050. Le Canada est également très touché par les changements climatiques : nos températures augmentent au double de la moyenne mondiale. Par exemple, de nombreux Canadiens ont été gravement touchés par les incendies de forêt de plus en plus nombreux en raison des changements climatiques, et l'ouverture de l'Arctique présente de graves menaces pour la sécurité alors que la Chine et la Russie s'y installent.

De plus, les critiques disent que puisque le pétrole et le gaz finiront par s'épuiser, nous ne devrions pas investir davantage dans une industrie qui pourrait ne plus exister dans les années à venir. Déjà, la demande de pétrole diminue dans de nombreux pays, surtout à mesure que les gens passent aux véhicules électriques. Au lieu de cela, soutiennent-ils, le Canada devrait pivoter notre économie de façon responsable vers de nouveaux domaines, comme la technologie et les énergies renouvelables, d'une manière qui permettrait de recycler les travailleurs et de soutenir les nouvelles entreprises technologiques et d'énergie renouvelable. D'autres personnes (y compris le gouvernement de l'Alberta) disent que l'industrie pétrolière et gazière soutient les emplois aujourd'hui et est trop cruciale pour l'économie canadienne pour être abandonnée. Ils soutiennent que s'éloigner du pétrole et du gaz abandonnerait les travailleurs et les familles et ignorerait un secteur clé de notre économie. Tant que les gens auront besoin de pétrole, il vaut mieux qu'ils l'achètent au Canada plutôt que dans des pays autoritaires et non démocratiques.

Immigration

5. Proposition : Le Canada devrait maintenir des niveaux d'immigration élevés	
Arguments pour	Arguments contre
C'est de la simple arithmétique. Nous avons une population vieillissante qui retire davantage du système et moins de personnes en âge de travailler qui y cotisent. Nous avons besoin de plus d'immigrants. Les chiffres ne balancent pas autrement. **Combler les pénuries d'emplois.** Le Canada a besoin de plus de compétences spécialisées. Les secteurs clés de l'économie canadienne — ceux dont nous dépendons pour croître et exceller — ont besoin d'immigrants. Nous manquons de médecins, de chercheurs et de scientifiques, et de travailleurs de la construction. Nous ne pouvons pas répondre aux besoins des Canadiens sans immigrants. **C'est qui nous sommes.** Accueillir des gens au Canada fait partie de qui nous sommes. Les immigrants s'intègrent, font partie de notre communauté et contribuent au Canada de nombreuses façons.	**Pression sur les services.** Les récentes augmentations d'immigration ont exercé une pression sur la disponibilité du logement, les services sociaux, les soins de santé et l'éducation. Les Canadiens s'inquiètent du coût de la vie, des longs délais d'attente dans les soins de santé et du manque de places à l'école. **L'équité d'abord.** Lorsque les services sont sous pression, nous devons prioriser les personnes qui ont cotisé au système fiscal pendant des années. C'est simplement juste. **Faisons une pause.** Nous ne disons pas non aux niveaux d'immigration élevés pour toujours. Mais nous devons prendre du recul et faire une pause.

Les experts soutiennent qu'une autre façon de renforcer les économies est d'attirer des immigrants, particulièrement dans des pays comme le Canada avec des populations vieillissantes. Les économistes s'accordent à dire que c'est un problème lorsque les pays ont un nombre croissant de personnes retraitées qui ne paient plus d'impôts mais reçoivent des pensions et ont besoin de plus de soins de santé, alors qu'il y a simultanément un nombre décroissant de personnes actives qui paient des impôts dans le système. Le fonds collectif n'est plus équilibré : davantage de personnes âgées retirent plus d'argent, mais moins de jeunes personnes versent de l'argent. Une solution évidente est d'attirer plus de jeunes d'autres pays.

Le Canada a longtemps eu une politique d'attraction d'immigrants. En 2025, 395 000 personnes sont venues s'établir comme résidents permanents au Canada.

- Une grande proportion – environ 240 000, soit 60 % – étaient des travailleurs possédant des compétences très recherchées dans les métiers, les soins de santé et la langue française. Ces travailleurs apportent non seulement les compétences nécessaires, mais ils contribuent également à la base fiscale. Le gouvernement visait à en attirer un plus grand nombre pour combler le déficit de compétences, mais n'a pas atteint ses objectifs.
- D'autres résidents permanents sont des familles qui se réunissent au Canada. En 2025, ceux-ci étaient environ 94 500 ou 24 % du total. Faire venir les membres de la famille des

Canadiens aide mieux les immigrants à s'établir, leur donne un filet de sécurité et les rend moins susceptibles d'avoir besoin d'aide ou d'argent du gouvernement.

- Le Canada accueille également des réfugiés et évalue leurs demandes d'asile. Ce sont des personnes fuyant la persécution, la guerre ou le conflit. En 2025, ceux-ci étaient 59 000 ou 15 % du total. Les Canadiens ont longtemps accueilli des réfugiés dans le cadre de notre engagement mondial.

Le Canada accueille également des résidents temporaires. Ce nombre a considérablement augmenté depuis la pandémie de COVID, passant de 2 % de notre population en 2020 à 7 % de notre population ou 673 750 personnes en 2025. Près de la moitié des résidents temporaires finissent par s'établir au Canada. Les résidents temporaires comprennent des travailleurs moins qualifiés occupant des emplois dans des restaurants de restauration rapide ou dans l'agriculture. De nombreuses entreprises veulent ces travailleurs parce qu'ils contribuent à maintenir les coûts bas et à rendre leurs entreprises plus rentables. Les résidents temporaires comprennent également des étudiants étrangers qui fréquentent des collèges et des universités canadiens. Ils paient des frais de scolarité plus élevés que les étudiants canadiens, et les établissements postsecondaires s'appuient sur ces frais pour équilibrer leurs budgets, finançant effectivement des frais de scolarité plus bas pour les étudiants canadiens en contribuant à maintenir les frais nationaux plus bas.

L'immigration est non seulement importante pour notre économie, mais aussi un élément clé de notre relation avec d'autres pays. Beaucoup veulent des programmes de visa pour que leurs ressortissants viennent au Canada. Ils veulent se connecter à nos universités et entreprises et créer des voies pour que leurs citoyens obtiennent plus d'éducation et d'expérience de travail. De nombreux immigrants maintiennent des liens avec leurs anciens pays, contribuant souvent à l'économie nationale par l'argent envoyé aux membres de la famille. Pouvoir offrir de nouveaux moyens de venir au Canada pourrait nous aider à obtenir plus d'accords commerciaux et à maintenir ou améliorer nos relations avec d'autres pays.

En plus des arguments économiques, beaucoup croient qu'accueillir de nouveaux Canadiens de partout dans le monde fait partie de notre succès en tant que pays.

En même temps, le nombre accru d'immigrants au Canada a suscité des préoccupations. Certaines personnes s'opposent au principe. Elles s'inquiètent que les gens d'autres pays n'aient pas les mêmes valeurs que les Canadiens. D'autres s'inquiètent qu'il n'y ait pas assez de logements, de soins de santé, de places à l'école ou d'emplois pour les Canadiens tels quels sans ajouter plus de personnes. L'augmentation des résidents temporaires a particulièrement créé des tensions, car certains ont soutenu qu'ils prenaient des emplois de débutants aux jeunes Canadiens. Ils soulignent également comment la pratique exploite aussi les travailleurs : ils peuvent être expulsés à tout moment, ont peu de chances de s'établir de façon permanente et peinent souvent à trouver un logement convenable ou un emploi stable. Ces préoccupations ont conduit le gouvernement à plafonner le nombre de résidents temporaires en 2025, réduisant leur nombre de 40 % pour 2026.

Partie 2

Sécurité

Que doit faire le Canada pour renforcer notre sécurité?



Sécurité : Que doit faire le Canada pour renforcer notre sécurité?

Les dernières années ont montré aux Canadiens que nous vivons dans un monde dangereux et imprévisible.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 nous a rappelé que les guerres entre États européens sont encore possibles. Même avant que la Russie n'envahisse, le régime de Vladimir Poutine utilisait les médias sociaux pour répandre de fausses informations et influencer les élections démocratiques en Europe et ailleurs, envoyait des soldats non identifiés pour s'emparer de la Crimée à l'Ukraine, et continuait à s'engager dans toutes sortes de sabotages, notamment des cyberattaques, des interférences avec les trains et la coupure des câbles sous-marins que nous utilisons pour communiquer. Certains Canadiens se sentaient en sécurité en Amérique du Nord parce que le conflit Russie-Ukraine était loin. D'autres s'inquiétaient que le Canada n'ait pas augmenté ses dépenses pour nos forces armées, nos services de renseignement, notre police et notre préparation aux catastrophes, même après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Au cours des dernières années, la Chine a retenu deux Canadiens en otage, l'Inde a été accusée d'avoir tué un citoyen canadien sur notre sol, et les deux pays sont soupçonnés d'ingérence dans nos institutions, y compris les élections. La Chine et la Russie sont actives dans l'Arctique, et les experts s'inquiètent que le Canada ne dispose pas de suffisamment de navires pour patrouiller nos eaux nordiques. Beaucoup d'entre nous ont été victimes de cybercrimes, notamment de fraudes perpétrées par des personnes travaillant pour des gouvernements hostiles. Nous sommes également exposés à plus de désastres et de menaces à l'intérieur de nos frontières. Les incendies de forêt s'aggravent chaque été, affectant la qualité de l'air et détruisant des maisons dans des endroits comme l'Alberta. Il y a quelques années seulement, la pandémie mondiale de COVID a tué plus de 7 millions de personnes dans le monde.

L'élection de Donald Trump comme président des États-Unis a fait réaliser à beaucoup de Canadiens que le Canada était encore plus vulnérable qu'on ne le pensait. Le Canada est profondément intégré aux États-Unis, tant sur le plan économique que sécuritaire. Trump a brisé notre hypothèse que les États-Unis nous protégeraient et maintiendraient notre économie en croissance. Le président a clairement indiqué que les États-Unis pensent à eux-mêmes, et qu'il est prêt à utiliser la puissance des États-Unis pour s'assurer d'obtenir ce qu'il veut. Il a également menacé d'annexer le Canada — c'est-à-dire, essayer d'acheter le Canada ou peut-être prendre des parties de notre pays par la force.

Le gouvernement canadien a répondu à notre nouvelle réalité en promettant de dépenser beaucoup plus pour les militaires et la protection de la souveraineté canadienne, y compris dans l'Arctique. Le Canada essaie également de lutter contre l'ingérence étrangère, de renforcer notre cybersécurité, de se préparer aux pandémies futures et de maintenir nos services essentiels en fonctionnement s'ils sont attaqués ou débordés par des catastrophes naturelles. Tous ces efforts coûtent de l'argent – beaucoup d'argent. Certains experts disent que nous rattrapons notre retard après des décennies de négligence des choses qui nous gardent en sécurité en tant que pays. D'autres disent qu'en tant que grand pays avec une petite économie, nous devons concentrer nos dépenses. Ils soutiennent que nous sommes mieux à dépenser pour notre

propre peuple (en soins de santé, éducation et soutien à nos entreprises pour créer des emplois), plutôt que pour du matériel militaire que nous n'utiliserons probablement jamais.

De nombreux experts disent que les Canadiens doivent repenser la façon dont ils assurent leur propre sécurité, celle de leurs familles et de leurs communautés. Nous faisons face à plusieurs compromis, des choses auxquelles nous devrons renoncer pour être plus sûrs et en sécurité. Le Canada dépense des milliards pour aider l'Ukraine parce que nous jugeons que la Russie constitue une très grande menace pour notre propre pays également. Nous dépendons des États-Unis pour une énorme quantité de capacités militaires, de renseignement et de maintien de l'ordre, mais l'administration Trump nous dit que nous ne devrions plus compter sur eux. Pire encore, la Maison-Blanche pourrait utiliser notre dépendance économique et sécuritaire pour nous pousser à des accords qui laisseraient le Canada dans une position défavorable. Nos militaires sont déjà étirés, et nous leur demandons également de faire face aux problèmes que nous rencontrons ici au pays, notamment les inondations, les incendies et les pandémies comme la COVID.

Ces compromis sont au cœur du débat sur la sécurité nationale au Canada. Combien pensez-vous que nous devons dépenser et nous préparer dans ce monde plus incertain et dangereux? Devrions-nous plutôt augmenter nos dépenses pour des priorités comme la santé et l'éducation? Si oui, quels risques courons-nous?

Dépenses en défense

6. Proposition : Le Canada devrait dépenser 3,5 % du PIB pour les militaires	
Arguments pour	Arguments contre
Nous avons pris un engagement. Augmenter les dépenses de défense signifie que nous respectons nos promesses envers nos alliés de l'OTAN. Ils doivent pouvoir faire confiance à notre parole. **Bon sens**. Il est logique de renforcer nos forces armées dans un monde de plus en plus dangereux pour être prêts à faire face à toute éventualité. **Crédibilité.** Nous devons montrer aux États-Unis que le Canada prend au sérieux la défense de l'Amérique du Nord. **Réduire les risques.** Nous devons rendre les forces armées canadiennes plus autosuffisantes. Cela signifie dépenser plus pour pouvoir faire plus nous-mêmes.	**Risque exagéré.** Les risques sont exagérés. La Russie n'envahit pas le Canada. Taïwan est très loin de nous. Le Canada est un pays sûr, et acheter plus d'armes nous rend en fait moins sûrs, car nous pouvons être perçus comme ayant l'intention d'un conflit. **Compromis qui n'en valent pas la peine.** Dépenser davantage pour la défense signifie moins d'argent pour d'autres priorités, comme les soins de santé ou le remboursement de la dette nationale. **Non aux impôts plus élevés.** Les Canadiens pourraient avoir besoin de payer des impôts plus élevés pour dépenser davantage pour les militaires. **Non à davantage d'emprunts.** Si nous ne payons pas des impôts plus élevés ou ne coupons pas dans d'autres choses, des dépenses de défense plus élevées alourdiront notre dette nationale, ce qui

	signifie que nos enfants auront moins d'argent dans le futur.

Le gouvernement actuel a promis d'augmenter les dépenses de défense canadiennes à 2 % du PIB d'ici la fin de 2025. 2 % peut ne pas sembler beaucoup, mais cela s'accumule. Cette année seulement, 2 % du PIB signifie que le gouvernement fédéral dépensera plus de 80 milliards $ pour les Forces armées canadiennes (sur un budget gouvernemental total de 500 milliards $). Ces 80 milliards $ proviendront d'un mélange d'impôts que vous payez et d'argent que le gouvernement emprunte.

D'ici 2035, le gouvernement a promis de respecter son engagement envers l'OTAN de dépenser 3,5 % du PIB pour la défense centrale, soit presque le double de ce que le Canada a dépensé pour les militaires en 2024, plus 1,5 % supplémentaire pour des mesures de sécurité plus larges. Ce total de 5 % du PIB est un grand changement.

Pourquoi dépensons-nous autant pour les militaires? Nos alliances en sont une raison. Le Canada est membre de l'OTAN, une alliance de pays européens et nord-américains qui existe pour se défendre mutuellement. Le principe de base de l'OTAN est qu'une attaque contre un membre est considérée comme une attaque contre tous les membres : tous aideraient le membre attaqué. En tant que membre de l'OTAN, le Canada s'est engagé à dépenser 2 % du PIB pour la défense il y a plus d'une décennie, mais nous n'avons atteint cet objectif que récemment, un point sensible avec nos alliés de l'OTAN, y compris les États-Unis. Le président Trump a fait pression sur les membres de l'OTAN, y compris le Canada, pour qu'ils en fassent davantage. Le Canada veut démontrer que nous prenons au sérieux notre propre défense, ainsi que la défense de l'Amérique du Nord, et que nous soutenons nos alliés de l'OTAN. En dépensant 2 % cette année, le Canada tient enfin ce qu'il avait promis.

Une autre raison de l'augmentation des dépenses est l'état du monde. L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous a montré que le monde est bien plus dangereux que ces dernières décennies. De nombreux experts s'inquiètent que si la Russie gagne en Ukraine, elle s'avancera davantage vers l'ouest en Europe et pourrait atteindre la France ou même le Royaume-Uni. La Chine envisage peut-être également une invasion de Taïwan. En outre, des actions militaires très récentes au Moyen-Orient inquiètent de nombreux Canadiens. Les experts s'inquiètent que nous aussi puissions être entraînés dans une guerre.

Dépenser autant pour les militaires comporte cependant des inconvénients. Certains experts soulignent que la promesse du Canada de dépenser 80 milliards $ supplémentaires par année pour la défense ferait du ministère de la Défense nationale notre seul plus grand ministère gouvernemental, plus grand que les quatre ministères suivants combinés. La promesse de dépenses de défense signifie que nous devrions couper des milliards dans d'autres domaines, comme les soins de santé ou le remboursement de la dette nationale. Et nous pourrions avoir besoin d'augmenter les impôts pour payer des dépenses de défense plus élevées, surtout si nous ne voulons pas accumuler trop de dettes. D'autres soulignent qu'une armée croissante pourrait démontrer à des rivaux potentiels que nous avons l'intention d'un conflit plutôt que d'être engagés envers la paix.

Résilience face aux pandémies

7. Proposition : Le Canada devrait inclure la préparation aux pandémies dans les 1,5 % du PIB alloués aux mesures de sécurité plus larges dans notre engagement envers l'OTAN	
Arguments pour	Arguments contre
Moins dépendants des autres. Le Canada devrait avoir sa propre capacité nationale en EPI et en vaccins afin de ne pas être obligé d'acheter auprès d'autres en cas d'urgence. **Se préparer.** Nous ne savons pas quand frappera la prochaine pandémie, mais nous ne pouvons pas prendre le risque. Il vaut mieux être préparé, et nous ne pouvons pas être les derniers de la liste si ça arrive. **Contrôler nos propres décisions.** Si le Canada n'a pas autant besoin de compter sur les autres, nous pouvons réduire le risque d'être exploités. Si nous devons mendier l'aide des autres, ils pourraient utiliser cela pour nous faire pression sur d'autres questions.	**Pas nécessaire.** Une autre pandémie pourrait ne pas se produire de sitôt et ce type de dépenses n'est pas nécessaire. **Argent gaspillé.** Puisque nous ne savons pas si ou quand une pandémie pourrait survenir, nous pourrions acheter le mauvais équipement et nous préparer aux mauvaises maladies. Beaucoup d'argent pourrait être gaspillé. **Problèmes plus importants.** Il y a des problèmes plus importants en matière de défense et de sécurité qui ont besoin de cet argent. Les pandémies ne sont tout simplement pas une priorité.

La pandémie de COVID a démontré notre vulnérabilité à une maladie à propagation rapide dans un monde interconnecté. Très peu de pays ont pu contenir la COVID simplement en fermant les frontières ou en limitant les déplacements. En fin de compte, il a fallu une combinaison de restrictions sociales (limitation des rassemblements à l'intérieur, etc.), d'équipements de protection individuelle (EPI) et de vaccins pour nous permettre de revenir progressivement à la normale. Nous avions également besoin de personnel formé, d'une plus grande capacité de soins de santé et de meilleures et différentes façons de communiquer entre gouvernements et avec les Canadiens.

Au début de la pandémie, le Canada a constaté qu'il manquait de nombreuses de ces choses essentielles. Nous ne pouvions pas produire nos propres EPI, et nous ne pouvions pas développer ou produire nos propres vaccins. Nos hôpitaux ont été rapidement débordés, et nous n'avions pas assez de personnel médical ni le bon type. Le gouvernement canadien a dû négocier avec des entreprises étrangères pour obtenir suffisamment d'EPI et acheter des vaccins. Nous étions dans une file derrière des pays plus riches ou plus importants ainsi que des pays qui fabriquaient leurs propres EPI et vaccins. Le Canada était très vulnérable et n'était pas préparé pour une pandémie. Notre manque de capacité nationale était un avertissement. Une future pandémie pourrait être bien plus mortelle, et notre accès aux EPI et aux vaccins pourrait être plus limité. De nombreuses entreprises fabriquant des EPI et des vaccins sont aux États-Unis. Sous le gouvernement actuel, ils ne les partageraient peut-être pas du tout avec le Canada, ou ils demanderaient un prix très élevé.

Cela dit, certains experts affirment qu'une autre pandémie mondiale pourrait survenir à tout moment, et nous devons avoir une capacité nationale pour réagir rapidement. D'autres

soutiennent que nous ne pouvons pas savoir à quoi ressemblerait une future pandémie et ce dont nous pourrions avoir besoin pour la combattre. Le Canada pourrait finir par construire une capacité nationale qui n'est pas bien adaptée à une nouvelle pandémie. Nous pourrions également dépenser beaucoup pour du matériel que nous n'utilisons finalement pas. À la fin de la pandémie de COVID, par exemple, le Canada s'est retrouvé avec 40 000 respirateurs en surplus.

En plus de dépenser 3,5 % du PIB pour les militaires, notre engagement envers l'OTAN comprend l'allocation d'un autre 1,5 % du PIB pour des mesures de sécurité plus larges, comme la protection des infrastructures critiques, la défense des réseaux, l'assurance de la préparation et de l'état de préparation civils, le déploiement de l'innovation et le renforcement de notre base industrielle de défense. La préparation aux pandémies pourrait faire partie de notre contribution de 1,5 %. Cet engagement pourrait impliquer la constitution de notre capacité en EPI et l'augmentation considérable de notre capacité de recherche, de développement et de production de vaccins. Le défi, cependant, est que nous ne savons pas quand la prochaine pandémie frappera, nous ne pouvons pas savoir exactement ce dont nous pourrions avoir besoin, et l'argent que nous dépensons en préparation aux pandémies pourrait être mieux utilisé pour renforcer notre sécurité dans d'autres domaines.

Achat d'équipement militaire canadien

8. Proposition : Le Canada devrait payer une prime pour des capacités militaires fabriquées au Canada

Arguments pour	Arguments contre
Réduire les risques. Acheter beaucoup d'équipement militaire aux États-Unis rend le Canada vulnérable aux pressions américaines et à des menaces possibles. **Tout a changé.** Le Canada ne peut plus faire confiance aux États-Unis comme avant. **Investir dans notre propre économie.** Construire des capacités militaires ici au pays signifie plus d'emplois et une plus grande chance de définir nos propres conditions.	**Pas aussi efficace.** Le Canada ne dépense nulle part autant que les États-Unis en recherche et développement militaires, ce qui signifie que les choses que nous construisons ici pourraient ne pas être aussi performantes que l'équipement américain. **Risque pour nos forces.** Un équipement moins performant pourrait mettre notre armée en danger lorsqu'elle combat des ennemis à l'étranger. **Coûte plus cher.** Construire des capacités militaires au Canada est beaucoup plus cher qu'acheter de l'équipement déjà disponible chez des alliés.

Peu importe combien nous dépensons pour les militaires, nous faisons également face à des choix difficiles concernant l'équipement que nous achetons pour les forces armées. Le Canada ne produit pas beaucoup d'équipement militaire. La plupart de nos entreprises de défense entretiennent l'équipement que nous achetons ailleurs ou produisent des pièces et des composants pour des entreprises de défense étrangères, notamment celles des États-Unis. Nous avons de grandes entreprises canadiennes qui produisent des avions, des satellites, des

simulateurs, des véhicules blindés et des munitions et armes légères, mais la plupart de l'équipement militaire de pointe que nous achetons vient des États-Unis.

Notre gouvernement veut que le Canada construise davantage d'équipement de défense lui-même. Le gouvernement veut également que les militaires canadiens achètent beaucoup plus d'équipement auprès d'entreprises canadiennes de défense. Si nous ne pouvons pas construire certaines choses clés dont nos militaires ont besoin immédiatement, comme de nouveaux sous-marins, nous devrions les acheter chez des alliés. Mais le gouvernement veut également dépenser moins de dollars de défense canadiens pour l'équipement des États-Unis. Les experts s'inquiètent que les États-Unis ne soient pas un allié fiable, et que le Canada ne devrait pas dépenser l'argent des contribuables en équipement américain alors que la Maison-Blanche menace le Canada de tarifs et d'annexion.

Le plan semble bon, mais il y a quelques obstacles. L'une des raisons pour lesquelles nous avons acheté autant d'équipement militaire aux États-Unis est que les Américains fabriquent les meilleurs et les plus avancés au monde. Les États-Unis dépensent de grandes sommes en recherche et développement militaires, nous permettant d'obtenir le meilleur équipement pour bien moins cher que ce qu'il nous en coûterait de produire nous-mêmes. Bien que le Canada pourrait construire beaucoup plus d'équipement de défense, nous ne pourrions pas dépenser autant en recherche et développement, et nous accusons des années de retard par rapport aux États-Unis dans certains domaines clés. Nos militaires s'inquiètent que s'ils sont forcés d'acheter principalement auprès d'entreprises canadiennes, ils seront plus vulnérables sur les champs de bataille à l'étranger, mettant en danger des vies canadiennes et d'autres.

De plus, construire du matériel militaire au Canada coûte souvent plus cher qu'acheter de l'équipement d'un autre pays. La raison est simple : lorsque vous achetez un équipement existant directement d'un autre pays, vous n'avez pas besoin de payer pour mettre en place la fabrication et la production au Canada. Pour donner un exemple, les navires de guerre que nous construisons à Halifax pour la marine canadienne coûteront environ 30 % de plus que si nous avions simplement acheté des navires similaires chez un allié européen.

Un service canadien d'espionnage

9. Proposition : Le Canada devrait créer un service de renseignement humain étranger	
Arguments pour	Arguments contre
L'indépendance est essentielle. Le Canada doit avoir une capacité indépendante de savoir ce que font les pays rivaux et comment ils pourraient miner le Canada. **Réduire la dépendance envers les États-Unis.** Le Canada doit devenir moins dépendant des États-Unis pour le renseignement, y compris les informations sur les menaces au Canada. **Obtenir des informations spécifiques sur le Canada.** Il est crucial que le Canada soit mieux informé des menaces pour notre pays, y compris l'ingérence politique et l'espionnage de nos entreprises.	**Enfreindre les règles.** Le Canada ferait des choses illégales dans d'autres pays. **Risqué.** Les espions canadiens prendraient de grands risques et pourraient se faire prendre, menant à l'emprisonnement ou à l'exécution. **Rivalise avec le SCRS.** Un nouveau service d'espionnage pourrait drainer les ressources de notre agence nationale **Trop coûteux.** Un service de renseignement humain étranger serait très coûteux à mettre en place et à gérer en période d'incertitude économique. Ce n'est tout simplement pas une priorité quand l'argent est rare.

Le Canada n'a pas d'espions dans les pays étrangers. Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a des agents qui font du contre-espionnage et du contre-terrorisme au Canada. Les agents du SCRS peuvent effectuer certains travaux dans d'autres pays, mais lorsque le SCRS le fait, ses activités doivent se rapporter à une menace ici au pays. Le renseignement militaire est recueilli lorsqu'il opère à l'étranger, notamment en espionnant les forces armées de nos rivaux, mais seulement pour protéger nos forces armées lors d'opérations. Tout espionnage que l'armée fait doit se rapporter à une mission ou à une opération militaire. Le Canada dispose d'un service de renseignement qui espionne d'autres États : le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). Mais le CST se concentre sur ce qu'on appelle le renseignement de « signaux », donc les appels téléphoniques, le trafic Internet et d'autres choses communiquées électroniquement. Le CST n'a pas d'agents recueillant des informations dans d'autres pays.

Bon nombre des alliés du Canada ont ce qu'on appelle un service de renseignement humain étranger. Cela signifie des espions travaillant secrètement dans d'autres pays pour recueillir des informations. Puisque nous n'avons pas de service de renseignement humain étranger, le Canada est fortement dépendant des informations que nos alliés, en particulier les États-Unis, sont prêts à partager avec nous. Dans de nombreux cas, nous dépendons des Américains pour apprendre les menaces contre le Canada. Cela ajoute une autre couche de dépendance canadienne envers les États-Unis.

Lorsque les gens pensent aux agences d'espionnage, ils imaginent souvent la CIA aux États-Unis ou le MI6 au Royaume-Uni. Ces agences espionnent, sabotent, recrutent des personnes dans des pays rivaux pour les espionner, et tentent d'influencer les événements dans d'autres pays. Les Canadiens pourraient être mal à l'aise avec ces genres de pratiques. Mais la CIA et le MI6 ne sont pas le seul type de service de renseignement humain étranger. Bon nombre de nos autres alliés, notamment l'Allemagne, l'Italie et l'Australie, ont des services de

renseignement humain étrangers plus spécialisés. Ils sont moins enclins à s'ingérer dans les affaires d'autres pays ou à faire de l'espionnage à haut risque, et plus préoccupés par la collecte de renseignements essentiels à leur sécurité nationale, notamment l'espionnage économique et la découverte des menaces provenant de pays hostiles.

Avoir un service de renseignement humain étranger est coûteux et le SCRS s'inquiète qu'un autre service couperait dans son budget et ses efforts de recrutement. Un service de renseignement étranger implique également de faire des choses illégales dans d'autres pays et vos espions sont donc toujours en danger d'être attrapés, d'être emprisonnés, ou même d'être exécutés. De nombreux Canadiens pourraient s'inquiéter que l'espionnage dans d'autres pays soit contraire aux valeurs canadiennes.

Souveraineté dans l'Arctique

10. Proposition : Le Canada devrait renforcer ses capacités militaires dans l'Arctique contre les menaces des rivaux stratégiques.	
Arguments pour	Arguments contre
La souveraineté d'abord. Affirmer la souveraineté dans l'Arctique nécessite une présence physique plus importante dans la région, y compris des navires militaires. **Une réponse militaire est nécessaire.** Les adversaires pourraient envoyer des navires militaires ou d'espionnage dans l'Arctique, ce qui devrait être rencontré par une réponse militaire. **Contrôle.** Avoir plus d'actifs militaires dans l'Arctique aiderait le Canada à faire valoir que le passage du Nord-Ouest est sous notre contrôle souverain. **Dissuasion.** Une plus grande présence militaire canadienne dans l'Arctique pourrait dissuader d'autres États, y compris les États-Unis, d'agir sans notre consentement dans la région.	**Répondre aux besoins des peuples arctiques.** Les communautés arctiques ont de nombreux besoins pressants. C'est leur région. L'argent dépensé pour une présence militaire accrue dans l'Arctique serait mieux dépensé pour leurs priorités, comme les soins de santé, l'éducation et les emplois. **Plus de navires ne sont pas nécessaires.** Le Canada construit déjà de nouveaux brise-glace pour l'Arctique. En ajouter d'autres n'entraînera pas nécessairement une sécurité accrue. **Régler la question par la diplomatie.** Une solution diplomatique à la situation arctique coûterait moins cher et serait plus efficace à long terme.

L'Arctique suscite un intérêt considérable ces jours-ci. Le président Trump a déclaré vouloir que les États-Unis acquièrent le Groenland, les navires de recherche chinois naviguent plus souvent dans l'extrême nord, et la Chine et la Russie investissent dans de grandes flottes de brise-glace. Le tourisme dans l'Arctique augmente également, car des navires de croisière européens passent plus de temps dans les eaux arctiques en été. Le Canada investit également davantage dans le Nord. La marine dispose maintenant de six navires capables d'opérer en été, permettant aux militaires de patrouiller nos eaux nordiques pendant une partie de l'année. Le gouvernement

canadien construit également de nouveaux brise-glace pour la Garde côtière canadienne afin de naviguer dans l'Arctique toute l'année.

Compte tenu de toute cette activité accrue dans l'Arctique, il y a des préoccupations croissantes que le contrôle et la souveraineté du Canada dans la région seront remis en question. Ces préoccupations se concentrent sur trois défis principaux.

Premièrement, les pays étrangers pourraient remettre en question si des parties de l'Arctique, comme le passage du Nord-Ouest, sont des eaux canadiennes. Le Canada a longtemps maintenu que le passage du Nord-Ouest devrait compter comme eaux canadiennes en vertu du droit international. Cette interprétation donne au Canada plus de contrôle sur qui passe par le Passage. D'autres pays, y compris les États-Unis, ne sont pas d'accord avec l'interprétation du Canada. Ils pensent que le passage du Nord-Ouest est un détroit international, ce qui signifierait que le Canada a moins de contrôle sur qui l'utilise.

Deuxièmement, les États et les entreprises étrangers qui créent une présence significative dans la région pourraient établir des relations avec les communautés autochtones et avoir accès aux ressources. Les entreprises chinoises, par exemple, pourraient établir des relations avec les peuples Inuit et leur offrir davantage et de meilleurs investissements dans leurs communautés. Ces investissements pourraient créer des tensions entre les peuples Inuit et le Canada, surtout si le gouvernement canadien tentait de bloquer les investissements chinois.

Troisièmement, si le Canada ne peut pas affirmer sa souveraineté dans l'Arctique, d'autres États pourraient agir sans crainte de conséquences. Des États étrangers pourraient envoyer divers types de navires, y compris des navires de guerre et d'autres vaisseaux, pour espionner l'Amérique du Nord. Nous avons vu quelque chose de similaire récemment lorsque la Chine a envoyé des ballons espions dans notre espace aérien. La Chine a également déployé un navire de guerre au large de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande l'année dernière, simplement pour prouver qu'elle le pouvait. Vous pourriez vous demander : et alors? Quel mal quelques navires dans l'Arctique pourraient-ils faire? Le vrai danger est que les Américains pourraient penser que le Canada ne peut pas gérer l'Arctique seul et qu'ils devront intervenir. Une fois que cela se produit, notre contrôle de l'Arctique commencera à s'effriter.

Comment les Canadiens devraient-ils faire face à ces menaces à la souveraineté arctique? Le Canada pourrait dépenser beaucoup plus pour des navires et des infrastructures arctiques, par exemple. Ce faisant, certaines de ces menaces seraient atténuées. Pourtant, cette approche comporte des inconvénients. Elle pourrait détourner des fonds d'autres investissements que nous pourrions faire dans l'Arctique, notamment le développement des ressources naturelles et une approche coopérative de la région avec d'autres nations arctiques, y compris nos alliés nordiques. Elle pourrait également détourner des fonds des priorités des communautés : eau potable, logement et sécurité énergétique.

Cybersécurité et préparation aux urgences

11. Proposition : Le gouvernement devrait obliger les entreprises à investir de manière significative pour se préparer aux cyberattaques et aux attaques terroristes qui affectent les services essentiels	
Arguments pour	Arguments contre
Les entreprises ne le feront pas si c'est optionnel. Obliger les entreprises et les citoyens à se préparer aux attaques et perturbations des services essentiels nous laisse mieux préparés. **La résilience est importante.** Nous serons plus résilients face aux attaques et aux catastrophes si nous sommes tenus de nous préparer. **C'est une priorité.** Nos services essentiels sont trop importants pour s'en remettre à des mesures volontaires.	**Pourrait être plus coûteux.** Les entreprises pourraient répercuter le coût de la préparation sur les clients. **Si nous l'exigeons, nous devons le surveiller.** Le gouvernement aura besoin de plus de personnes et de pouvoirs pour surveiller les entreprises et s'assurer qu'elles respectent les lois.

Deux des plus grandes vulnérabilités du Canada ne sont pas du tout militaires. Elles sont liées à nos réseaux informatiques et à nos services essentiels, tous deux vulnérables aux cyberattaques. Pensez, par exemple, à nos comptes bancaires. Nous envoyons de l'argent via Interac et payons des choses en tapant avec nos téléphones. Notre argent circule de plus en plus par des câbles de fibre optique plutôt qu'entre des mains humaines. Ce passage aux services bancaires numériques est pratique et facile, mais il crée également un risque. Si un mauvais acteur peut pirater nos systèmes bancaires, il pourrait nous prendre en otage ou créer des perturbations massives.

D'autres services essentiels sont également vulnérables. Nos ports, notre transport, notre électricité, Internet et nos usines de traitement de l'eau pourraient tous être mis en désordre par des cyberattaques. Les informations personnelles nous concernant sur les serveurs gouvernementaux pourraient également être consultées.

Face à la menace cybernétique croissante des États et des organisations criminelles, le Canada doit faire beaucoup plus pour se protéger. Les experts disent qu'une fois que l'intelligence artificielle prendra vraiment son essor, il sera encore plus facile pour les États étrangers et les criminels de lancer ces attaques. L'IA pourra bombarder nos systèmes et nos défenses cybernétiques. Les mauvais acteurs utiliseront également l'IA pour augmenter les escroqueries contre les gens ordinaires.

Au-delà des cybermenaces, nous devons également nous préoccuper des catastrophes nationales et des activités de sabotage traditionnelles qui pourraient faire tomber nos services essentiels. Les tempêtes de verglas causent des ravages sur nos réseaux électriques, routes et aéroports. Les drones ont semé le chaos dans les aéroports européens, et comme mentionné

précédemment, la Russie a coupé les câbles sous-marins en Europe que nous utilisons pour la communication.

Les experts croient que nous devons renforcer notre capacité à résister à ces menaces. Le gouvernement doit décider dans quelle mesure il devrait intervenir dans les affaires des entreprises privées. Ottawa pourrait adopter une approche douce et prodiguer des conseils dans l'espoir que les entreprises se protégeraient volontairement, elles-mêmes et leurs clients. Alternativement, Ottawa pourrait forcer les entreprises à construire de fortes défenses, particulièrement si ces entreprises fournissent des services essentiels. Laisser les entreprises prendre les devants elles-mêmes leur coûtera moins cher et augmentera peut-être leur volonté d'agir. Certaines entreprises pourraient décider de ne pas s'en préoccuper ou de ne pas en faire assez, cependant, surtout si cela leur coûte de l'argent. Et si elles n'agissent pas, des infrastructures importantes dont nous dépendons tous pourraient être à risque. Forcer les entreprises à renforcer leurs défenses leur coûtera davantage, et elles répercuteront une partie de ces coûts sur le consommateur. Les défenses imposées par le gouvernement nécessiteront également qu'Ottawa consacre plus de temps et d'argent à s'assurer que les entreprises respectent les règles.

Partie 3

Coopération mondiale

Comment le Canada devrait-il coopérer avec d’autres pays et des organisations internationales?

Coopération mondiale : Comment le Canada devrait-il coopérer avec d'autres pays et des organisations internationales?

Le Canada s'est toujours engagé avec d'autres pays, et à mesure que le monde est devenu plus connecté, la coopération du Canada s'est développée et est devenue encore plus cruciale. Des aspects majeurs de la vie canadienne sont façonnés par nos relations avec d'autres pays. Le Canada s'engage mondialement sur le commerce, afin que nos entreprises puissent vendre à d'autres pays. Nos forces armées se coordonnent avec d'autres armées, conduisant des exercices communs ou coopérant sur l'équipement que nous utilisons. En tant que pays, nous discutons de la façon de réglementer la technologie que nous utilisons, des taux d'imposition et de lutter contre le crime organisé, pour donner d'autres exemples. Certains des problèmes auxquels nous faisons face au Canada ne peuvent être résolus qu'en travaillant avec d'autres pays, car ce sont des problèmes mondiaux qui affectent tous les pays. Le changement climatique en est un bon exemple.

Le Canada s'engage bilatéralement, en tête-à-tête avec d'autres pays. Par exemple, il pourrait conclure un accord commercial avec l'Australie ou une discussion sur les visas avec le Nigeria. Le Canada participe également à de petits groupes de pays comme le G7 (qui comprend d'autres pays riches), le G20 (qui est un groupe plus large de pays à revenus mixtes), ainsi que l'OTAN. Finalement, nous nous engageons également dans des espaces multilatéraux. Les organisations multilatérales sont des institutions où la majeure partie du monde travaille ensemble sur des enjeux communs, comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé. Reliés à ces institutions, il y a des lois internationales qui régissent la façon dont les pays se comportent les uns envers les autres et envers leur propre peuple. Par exemple, elles comprennent les lois qui protègent les droits de la personne, garantissent la souveraineté des pays et établissent les règles des conflits armés.

Au cours des dernières années, la coopération mondiale est devenue plus difficile car un nombre croissant de pays puissants ont enfreint certaines des règles qui maintenaient le système ensemble. Au Canada, nous avons le plus ressenti l'impact de notre plus proche voisin, les États-Unis. La politique étrangère « L'Amérique d'abord » bouleverse des décennies d'engagement américain dans le monde. Depuis les deux guerres mondiales, les États-Unis ont activement essayé d'être le plus grand acteur dans le monde et ont encouragé d'autres pays à dépendre d'eux. Ce rôle a apporté aux États-Unis une influence et un pouvoir considérables. Les États-Unis ont également pu surveiller les actions des autres pays, un travail qui leur a donné encore plus de contrôle.

Les États-Unis ont maintenant clairement indiqué qu'ils croient que les institutions, les lois et les modes d'engagement établis ne servent plus leur pays. L'administration Trump s'est retirée du financement, du soutien militaire et de l'engagement diplomatique, et a soutenu que le droit international les freine injustement et les empêche de protéger leurs intérêts. Les États-Unis ont dit aux autres pays de se débrouiller seuls. Les experts croient que les États-Unis ont également récemment enfreint le droit international, ce qui suscite des inquiétudes que les conflits, notamment au Moyen-Orient, pourraient se répandre rapidement.

Alors que les États-Unis s'éloignent des institutions et des lois établies, comment le Canada devrait-il réagir? Devrions-nous continuer à travailler avec ces institutions et à défendre le droit international? Avons-nous besoin de nouvelles alliances avec différents pays pour nous prémunir contre les États-Unis? Et comment pouvons-nous encore défendre les questions qui nous tiennent à cœur alors que le monde devient plus dangereux?

Institutions internationales

12. Proposition : Le Canada devrait mettre l'accent sur la formation de coalitions de pays sur des questions spécifiques plutôt que de passer par des institutions internationales comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé	
Arguments pour	Arguments contre
Petites et agiles. Les grandes institutions sont lentes et inefficaces. Elles s'enlisent dans des disputes. Le Canada est mieux servi en travaillant question par question avec des petits groupes spécifiques de pays qui veulent accomplir des choses avec nous. **L'influence d'une puissance moyenne.** Les grandes institutions internationales sont trop souvent contrôlées par les grandes puissances comme les États-Unis. Il n'y a pas de réforme possible de cela. Nous avons besoin de nos propres systèmes qui reflètent nos valeurs et nos intérêts. **Vérification de la réalité.** Les vieilles institutions ont effectivement disparu parce que les grands pays ne sont plus d'accord avec elles. Nous devons faire face à la réalité et nous adapter.	**Réformons plutôt.** Les institutions internationales ne sont pas parfaites, mais elles ont protégé tout le monde pendant 100 ans. La solution n'est pas de les jeter entièrement quand les choses deviennent difficiles. Nous devrions les réformer à la place. **Qu'est-ce qui fonctionne autrement?** Il est très risqué de laisser ces institutions dépérir sans savoir ce qui les remplacera. Comment travaillerons-nous ensemble sur les pandémies ou résoudrons-nous les conflits sans les espaces pour le faire? **Pas pratique.** Il est trop long et coûteux pour le Canada de former de multiples alliances sur chaque question que nous pourrions vouloir aborder. Les institutions mondiales existent déjà comme espace pour le faire.

Une grande partie des institutions internationales auxquelles appartient le Canada ont émergé après les deux guerres mondiales, lorsque les pays ont décidé que nous ne pourrions plus jamais permettre cette ampleur de souffrance et de destruction humaines. Nous avons donc créé des lieux pour travailler ensemble et résoudre les différends, et nous avons formalisé des règles régissant la façon dont les pays se comportent les uns envers les autres et envers leur propre peuple. Des organismes comme les Nations Unies font respecter les règles et résolvent pacifiquement les différends, veillent aux intérêts de tous (pas seulement des pays puissants) et coordonnent entre les pays.

Au cours des cinq dernières années, cependant, les experts s'accordent à dire que ces institutions ont été en difficulté. Les pays enfreignent les règles plus souvent et sans conséquences. Et les pays riches et plus puissants enfreignent les règles de façons qui est

refuse aux pays plus pauvres. Les pays d'Afrique et d'Asie disent que le système est truqué en faveur des intérêts nord-américains et européens, et ils veulent leurs propres systèmes qui reflètent leurs propres valeurs et besoins. Très récemment, les États-Unis se sont retirés entièrement de certaines de ces institutions, dont l'Organisation mondiale de la santé. Dès qu'un grand pays comme les États-Unis prend de telles mesures, d'autres pays pourraient suivre son exemple, affaiblissant davantage le système.

En réponse, certains experts disent que la solution est de réformer ces institutions, pas de s'en éloigner. Ce sont encore des forums importants, il n'existe pas de meilleurs espaces pour résoudre nos différends, et surtout, eux seuls ont la légitimité pour accomplir leur travail de façons que les pays individuels n'ont pas. Nous ne pouvons pas s'attaquer aux problèmes comme une autre pandémie sans l'Organisation mondiale de la santé ou une guerre majeure sans les Nations Unies. Nous ne devrions pas nous éloigner de ces institutions ou les laisser tomber en désuétude. Ces experts soutiennent que le Canada a un fort intérêt à les faire fonctionner et devrait prendre un rôle de leadership dans leur réforme. La réforme pourrait signifier donner aux pays moins puissants plus de poids dans les décisions ou utiliser le financement de ces institutions de manière plus efficace.

D'autres personnes disent qu'il est temps de s'éloigner de ces institutions. Elles ont été développées il y a presque cent ans et elles ne fonctionnent plus correctement. Le premier ministre canadien a fait un discours cette année dans lequel il a dit que nous devions finalement reconnaître que les institutions échouent et que trop de pays enfreignent les règles. En réponse, il a proposé que le Canada mette en place ses propres groupes plus petits avec des pays partageant les mêmes idées. Cette politique signifierait probablement travailler avec des pays qui n'ont pas les mêmes valeurs que les Canadiens, par exemple, des pays qui violent les droits de la personne.

D'autres pays pourraient également former ces types d'alliances non pas pour faire le bien, comme nous pensons que le Canada le ferait, mais pour poursuivre des objectifs qui nuisent au Canada et à d'autres. Les experts disent que nous devons être prudents lorsque nous nous éloignons d'une façon établie de travailler, car cela facilite la formation d'alliances par de mauvais acteurs qui nous nuisent.

Droits de la personne et droit international

13. Proposition : Le Canada devrait mettre l'accent sur les droits de la personne et le droit international dans notre coopération mondiale	
Arguments pour	Arguments contre
Cohérence. Nous ne pouvons pas choisir qui doit suivre le droit international. Et comment décidons-nous? Quels droits pensons-nous être optionnels? Quels pays sont suffisamment importants pour que nous tolérions les violations des droits de la personne? **Intérêts.** Il est dans l'intérêt du Canada que les pays avec lesquels nous commerçons soient des pays sûrs, démocratiques et ouverts qui respectent les droits de leur peuple. C'est mieux pour le Canada si les règles s'appliquent à tout le monde. **Équilibre.** Nous pouvons encore traiter avec des pays non démocratiques. Nous devons juste équilibrer la relation afin qu'elle inclue toujours une discussion sur les droits de la personne et les lois également. **Pensons à long terme.** Ce n'est pas juste de fermer les yeux une fois. Que se passe-t-il quand nous avons signalé que nous sommes prêts à ignorer les violations des droits de la personne? Nous enhardirons les pays hostiles et ils renforceront leur mauvais comportement.	**Nous avons besoin de flexibilité.** Dans le monde difficile d'aujourd'hui, nous devons faire des choix difficiles, comme des accords commerciaux avec différents pays ou la sécurisation de fournitures essentielles auprès de pays non démocratiques. Défendre le droit international nous lie les mains inutilement. **Et les États-Unis?** Si nous défendions vraiment le droit international, cela affecterait notre relation avec les États-Unis, compte tenu de leur mauvais bilan sur les droits des immigrants et des actions militaires récentes partout dans le monde. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de contrarier les États-Unis. **Le Canada n'est pas parfait.** Il n'appartient pas au Canada d'interférer dans la façon dont d'autres pays s'organisent. Nous ne sommes pas parfaits et ne devrions pas faire la leçon aux autres. Le Canada ne devrait pas imposer ses propres valeurs aux autres pays.

Parallèlement aux institutions internationales, le Canada et d'autres pays ont également convenu de créer des lois internationales qui régissent la façon dont les pays se comportent les uns envers les autres et envers leur peuple. Ces lois protègent les droits de la personne, comme le droit à la liberté d'expression, à des élections libres et équitables et à la propriété. Elles protègent également les libertés, comme le droit d'être protégé contre la violence et l'arrestation arbitraire. Ces lois ne sont pas parfaites. Elles sont souvent enfreintes, y compris des violations graves comme le génocide. Mais le fait qu'elles existent établit des attentes et fournit des voies pour tenir les contrevenants responsables.

Pendant des décennies, le Canada a été un partisan du droit international dans sa politique étrangère. Parfois, notre engagement se concentrait sur une question précise, comme diriger un traité pour interdire l'utilisation des mines terrestres. Dans d'autres cas, le Canada a poursuivi un ensemble plus large de valeurs, comme la poursuite des crimes contre l'humanité. Le Canada a constamment plaidé pour que tous les États respectent les lois internationales parce qu'en tant

que pays de puissance moyenne, nous nous appuyons également sur ces lois pour notre sécurité. Les lois ne fonctionnent également que lorsque tout le monde y adhère. Si les pays puissants ne les suivent pas, les règles offrent peu de protection aux pays plus petits comme le Canada. Dès que nous commençons à créer des exceptions et à traiter certains pays différemment, un schéma dangereux pourrait éventuellement affaiblir l'ensemble du système. En même temps, le Canada n'a pas toujours respecté ces lois lui-même, particulièrement dans son traitement des peuples autochtones. Nous n'avons pas non plus appliqué les lois de manière égale à tous les pays, et la politique a déterminé quels États nous avons critiqués et lesquels nous nous sommes abstenus de critiquer.

À l'échelle mondiale, le monde recule sur les droits de la personne et davantage de pays violent le droit international sans conséquences. Plus de la moitié du monde vit maintenant dans des pays non démocratiques. Plus de gens font face à l'oppression en raison de leur religion et davantage de gouvernements ont réprimé la liberté d'expression. Les experts disent que ce recul des droits est un problème majeur parce que les sociétés ouvertes et libres sont plus susceptibles de respecter les règles communes, alors que les pays fermés et oppressifs sont plus susceptibles d'agir dangereusement et d'attaquer les autres. Ils citent la Russie et l'Iran comme preuves, mais les experts estiment que la critique s'applique de plus en plus aux États-Unis.

Certains experts disent qu'au milieu de ce recul mondial des droits de la personne, le Canada doit s'efforcer encore davantage que les autres pays respectent le droit international. Cette poussée est dans l'intérêt du Canada parce qu'elle s'aligne avec nos propres valeurs en tant que pays. C'est également mieux pour le Canada si les pays avec lesquels nous travaillons et commerçons sont des pays démocratiques stables, réduisant le risque de conflit (qui pourrait également nous affecter) et créant les conditions d'économies saines (qui aident également notre commerce et notre économie).

D'autre part, les critiques disent que nous ne pouvons plus nous permettre de défendre les droits de la personne dans notre politique étrangère. Ils disent que les anciennes règles ne nous servent plus parce qu'elles sont ignorées plus souvent qu'elles ne sont respectées, et nous avons besoin d'une approche plus flexible selon le pays avec lequel nous avons affaire et la question dont nous parlons. Par exemple, nous pourrions ne pas soulever les violations du droit international si un pays fournit beaucoup de matériel militaire dont nous avons besoin. Ils soutiennent que nous devons peser les compromis plus soigneusement et éviter les règles générales. Certains de ces partisans disent également que nous ne pouvons pas nous permettre de contrarier les États-Unis en critiquant ses actions. Les critiques ne feront que se retourner contre le Canada et ne feront aucune différence à la façon dont les États-Unis se comportent de toute façon.

D'autres critiques disent que le Canada n'a pas le droit moral de faire la leçon aux autres sur les droits. Nous sommes loin d'être parfaits nous-mêmes. Par exemple, nous violons les droits de la personne des peuples autochtones, les Canadiens noirs font toujours face à une discrimination significative, et les femmes ne sont égales nulle part dans le monde, y compris au Canada. Ils disent que le Canada doit mettre de l'ordre dans sa propre maison avant d'exiger des comptes des autres.

Commerce avec les pays démocratiques et responsabilités des entreprises canadiennes à l'étranger

14. Proposition : Le Canada devrait prioriser les accords commerciaux et d'investissement avec les pays démocratiques.	
Arguments pour	Arguments contre
Mettre nos actions en accord avec nos valeurs. Si nous priorisons nos valeurs, nous devons le montrer avec plus que des mots. Nous ne devrions pas commercer avec des pays qui violent les droits de leurs citoyens et ne sont pas démocratiques. **Les lois comptent.** Nous ne pouvons pas violer les lois sur les droits de la personne pour obtenir des accords commerciaux. **Les valeurs canadiennes.** Les Canadiens soutiennent fortement une politique étrangère de principe, et le Canada peut établir une norme pour les autres pays. C'est la bonne chose à faire. **Cohérence.** Nous ne permettons pas les violations des droits de la personne ou les infractions aux règles au Canada, même si cela contribue à la croissance économique. Nous ne devrions pas le permettre à l'étranger non plus.	**Pas de supériorité morale.** Chaque pays a des défis en matière de droits de la personne, y compris le Canada, donc nous n'avons pas de supériorité morale pour prêcher aux autres pays. **L'économie avant tout.** Il serait trop coûteux pour les entreprises et l'économie canadiennes de refuser de commercer avec plus de la moitié des pays du monde. En période difficile particulièrement, nous devons diversifier les marchés et cela signifie commercer avec des pays qui ne partagent pas les mêmes croyances que nous. **Le commerce favorise la démocratie.** Lorsque nous intégrons les pays dans des accords commerciaux, cela nous donne un levier et peut les aider à évoluer vers la démocratie également.

15. Proposition : Les entreprises canadiennes opérant à l'étranger devraient respecter les mêmes normes en matière de droits de la personne et d'environnement qu'au Canada	
Arguments pour	Arguments contre
Prévenir les abus. Il existe des rapports crédibles de violations des droits de la personne et de l'environnement liées à des entreprises canadiennes opérant dans d'autres pays. Ces entreprises sont canadiennes et devraient devoir respecter les mêmes lois à l'étranger qu'au pays. **Cohérence.** Nous ne permettons pas aux entreprises de violer les droits de la personne ou d'endommager l'environnement au Canada, et nous ne devrions pas l'accepter en dehors de nos frontières non plus.	**Cessons de nous ingérer.** Il n'appartient pas au Canada de dicter la façon dont les entreprises doivent se comporter à l'étranger. D'autres gouvernements peuvent choisir comment ils veulent que les entreprises dans leurs pays agissent. **L'économie est importante.** Cela affecterait la croissance et le succès des entreprises canadiennes si elles étaient contraintes par de nouvelles règles sur la façon dont elles opèrent à l'étranger.

Le commerce avec d'autres pays a toujours été une partie importante de l'économie canadienne. Et alors que le Canada tente d'élargir ses échanges avec les pays non américains, nous nous engageons de plus en plus avec des pays qui ne respectent pas toujours les droits de la personne de leur peuple. Les entreprises canadiennes opèrent également de plus en plus dans des pays non démocratiques, notamment notre industrie minière opérant en Afrique. Plus de la moitié des pays du monde ne sont pas des démocraties et ce nombre augmente. Au total, les experts disent qu'il n'y a que 88 pays démocratiques et 91 pays non démocratiques.

Si le Canada veut augmenter ses échanges avec des pays en dehors des États-Unis, nous devrons nous engager davantage avec les pays non démocratiques. D'un côté, certains soutiennent, cela bénéficie au Canada lorsque d'autres pays ont des économies plus fortes, car les preuves montrent que lorsque les pays s'enrichissent, leur peuple devient plus éduqué, réduisant les risques de conflits ou de guerres qui pourraient nous affecter. Le commerce amène également les pays dans le dialogue et les encourage à suivre les règles internationales. Cet argument dit que nous pouvons utiliser le commerce pour faire évoluer les autres pays vers la démocratie.

D'un autre côté, d'autres disent que le commerce canadien peut affecter négativement les droits de la personne. Par exemple, des entreprises étrangères peuvent exploiter des femmes ou utiliser le travail des enfants pour fabriquer des produits vendus au Canada. Les actions des entreprises canadiennes opérant dans d'autres pays peuvent également violer les droits de la personne des communautés locales, par exemple, en polluant les sources d'eau, en exploitant les travailleurs ou en s'engageant dans des pratiques commerciales contraires à l'éthique.

Les entreprises canadiennes doivent respecter les normes en matière de droits de la personne et d'environnement des pays dans lesquels elles opèrent à l'étranger. Parfois, ces normes sont plus élevées qu'au Canada. Dans les cas où les normes locales sont inférieures à celles du Canada, de nombreuses entreprises choisissent volontairement de respecter les normes plus élevées qui s'appliquent ici. Celles qui ne le font pas ont parfois été impliquées dans des controverses entourant leurs actions, par exemple lorsqu'une entreprise est accusée de dommages environnementaux ou de pratiques de travail exploitantes.

Certaines personnes soutiennent que le Canada ne devrait pas conclure d'accords avec des pays qui oppriment leur peuple, et que nous devrions nous assurer que nos entreprises se comportent de manière éthique dans ces pays également. Ils disent que ces accords commerciaux ne sont pas seulement moralement répréhensibles, ils cautionnent le comportement de ces pays et cela rend le Canada moins sûr. La plupart des gens s'accordent à dire que nous ne devrions pas conclure d'accords commerciaux avec des pays comme l'Iran ou la Russie. C'est moins clair avec des pays comme la Chine, l'Arabie saoudite, le Pakistan ou le Maroc, par exemple. Certaines personnes disent même qu'alors que les États-Unis s'éloignent de la démocratie, nous devrions reconsidérer notre commerce avec eux également.

Priorités géographiques

16. Proposition : Le Canada devrait se concentrer davantage sur les Amériques	
Arguments pour	Arguments contre
S'aligner sur les États-Unis. Les États-Unis ont changé leur priorité géographique, il est donc judicieux pour le Canada de nous aligner sur les États-Unis. C'est trop risqué pour notre sécurité et notre économie si nous ne le faisons pas. **Se protéger contre les États-Unis.** Si les États-Unis sont déterminés à dominer l'ensemble des Amériques, le Canada doit se protéger. Nous devons nous faire de nouveaux amis dans notre propre région pour contrer les États-Unis. **Approche pragmatique.** Idéalement, nous nous concentrerions sur nos propres priorités, mais la réalité est que les États-Unis ont changé et nous devons y répondre.	**Restons fidèles à nos plans.** Le Canada a réfléchi soigneusement à nos priorités géographiques, et nous ne devrions pas les changer rapidement simplement parce que les États-Unis l'ont fait. **Croissance économique.** Notre meilleure chance de croissance économique réside en Europe, dans l'Indo-Pacifique et peut-être en Afrique. **Occasion manquée.** Il y a des risques pour le Canada si nous réduisons notre engagement en Ukraine, avec nos amis européens et dans l'Indo-Pacifique.

Au fil des ans, le Canada a mis en évidence différentes régions du monde dans sa politique étrangère. L'Amérique du Nord a évidemment toujours été une priorité, notamment pour approfondir notre relation commerciale avec les États-Unis et le Mexique. Nous avons également eu un intérêt de longue date pour Haïti parce qu'il est le pays le plus pauvre des Amériques, est francophone et le Canada y a déployé son expertise en maintien de la paix à plusieurs reprises.

Au cours des cinq dernières années, le Canada a décidé d'accroître son attention dans l'Indo-Pacifique. En tant que nation du Pacifique, le Canada est de plus en plus affecté par les événements de la région, notamment la migration, la croissance économique et la paix et la sécurité. Nous nous sommes également fortement concentrés sur l'Ukraine, en partie pour soutenir nos alliés européens, mais aussi parce que nous nous inquiétons de notre propre sécurité si la Russie venait à vaincre l'Ukraine.

Le Canada a également élaboré une stratégie pour l'Afrique afin de reconnaître l'importance de l'un des centres de population à croissance la plus rapide au monde. L'Afrique a le plus grand gonflement de jeunes (lorsque la part des jeunes croît plus vite que la part des personnes âgées), souvent un signal de croissance économique significative. Le Canada a également des liens avec l'Afrique par le biais des Canadiens africains et des communautés francophones.

Au cours de la dernière année, les changements dans notre relation avec les États-Unis amènent le Canada à revisiter nos zones géographiques prioritaires. Les États-Unis ont récemment annoncé une version plus agressive de la doctrine Monroe, une politique qui remonte à 1832 par laquelle les États-Unis cherchent à dominer l'Hémisphère occidental — c'est-à-dire l'Amérique du

Nord, centrale et du Sud — pour assurer leur propre sécurité et mettre l'Amérique d'abord. Ils veulent empêcher d'autres pays de contrôler des infrastructures clés, d'avoir une présence militaire ou de lancer des intérêts commerciaux majeurs dans cette région. Récemment, les États-Unis ont mené une opération militaire sans précédent pour saisir le président vénézuélien et sa femme. Les États-Unis ont donné diverses raisons, notamment la suppression de la démocratie au Venezuela par le dirigeant, le désir américain d'installer un dirigeant de leur choix, ainsi que les intérêts américains dans le pétrole vénézuélien. Les États-Unis ont également menacé le Mexique de possibles conséquences militaires au sujet de son commerce de drogues, ainsi que leurs menaces d'annexer le Canada.

En réponse, certains experts estiment que le Canada doit pivoter son attention vers son propre voisinage. Traditionnellement, nous ne nous sommes pas beaucoup concentrés sur l'Amérique centrale et du Sud (en dehors d'Haïti), mais ils disent que la nouvelle politique américaine nous y oblige. Il est essentiel de montrer aux États-Unis que nous prenons au sérieux notre propre hémisphère et contribuons ainsi aux objectifs communs de politique étrangère avec les États-Unis. De cette façon, nous restons alignés sur les États-Unis et pouvons réduire les menaces à notre économie par les États-Unis. D'autres disent qu'il est essentiel de construire de nouvelles alliances dans l'Hémisphère occidental pour contrer les États-Unis. C'est-à-dire que nous avons besoin de la sécurité du nombre pour résister à cette nouvelle politique américaine.

D'autre part, les meilleures chances de commerce accru et de croissance économique du Canada viennent d'Europe et de l'Indo-Pacifique. Nous avons également encore un intérêt significatif à soutenir l'Ukraine. Certains experts soutiennent que nous devons rester concentrés sur nos priorités à long terme. Nous ne pouvons pas être détournés de notre voie par les États-Unis et nous n'avons pas les ressources pour tout faire.

Changements climatiques

17. Proposition : Le Canada devrait prioriser les changements climatiques dans son engagement avec d'autres pays	
Arguments pour	Arguments contre
Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas agir. Les changements climatiques sont une menace majeure pour le Canada, notamment les incendies de forêt, les inondations et notre sécurité dans l'Arctique. Nous devons pousser les autres car notre propre sécurité en dépend. **Les changements climatiques sont tout aussi importants.** Le monde fait face à de nombreuses préoccupations pressantes et les changements climatiques sont tout autant une préoccupation.	**Ce n'est pas le moment.** Nous devons nous concentrer sur les préoccupations immédiates comme notre économie, notre relation avec les États-Unis et les conflits croissants dans le monde. **Pas de capacité.** Le Canada est un petit pays. Nous n'avons tout simplement pas la capacité de prioriser de nombreuses questions à la fois. **Trop d'argent.** Nous donnons trop d'argent à d'autres pays pour les aider avec les changements climatiques. Nous devrions réduire ces dépenses.

Le Canada peut montrer la voie. Le monde a besoin d'un pays prêt à prendre les devants et à continuer à défendre la cause climatique. **Le Canada est un grand émetteur de gaz à effet de serre par habitant.** Nous avons une responsabilité envers le reste du monde.	**Le Canada est un petit contributeur à l'échelle mondiale.** Bien que nous soyons un grand émetteur par habitant, nous représentons une très petite partie du problème mondial. Ce n'est pas notre place de faire la leçon aux autres.

La lutte contre les changements climatiques a été une partie importante de l'engagement mondial du Canada au cours des dix dernières années. Notamment, nous avons financé des efforts climatiques internationaux pour réduire les émissions de carbone et aider d'autres pays à s'adapter à l'impact des changements climatiques. Notre financement était de plus de 5 milliards $ pour 2020-25, et comprenait des priorités comme :

- Aider les pays à faible et moyen revenu à passer aux sources d'énergie renouvelables et à réduire leurs émissions de carbone
- Mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour les catastrophes climatiques
- Adapter les méthodes agricoles afin que les agriculteurs puissent encore produire des aliments même si le climat change
- Protéger les animaux et les forêts menacés

Le Canada a également travaillé en étroite collaboration avec d'autres pays pour accroître l'attention du public et des politiques aux changements climatiques et pour encourager le secteur privé à mobiliser des financements pour le climat.

Alors que le monde a changé au cours de la dernière année, de nombreux experts s'inquiètent que le climat soit devenu moins prioritaire. Il est plus difficile de travailler avec d'autres pays, car certains sont devenus plus hostiles à la discussion ou ont modifié leurs propres politiques sur les changements climatiques. Ces experts disent que le Canada doit intensifier son travail sur les changements climatiques en réponse. Les faits n'ont pas changé, et les changements climatiques sont toujours une menace majeure pour la vie humaine et l'avenir de notre planète commune. Même si c'est difficile, le Canada doit continuer à faire pression pour une action mondiale sur les changements climatiques. Nous pouvons gérer les nouvelles préoccupations à court terme tout en nous attaquant aux changements climatiques.

D'autres disent que cette concentration n'est tout simplement pas réaliste dans ce nouveau contexte. Le monde a trop de préoccupations immédiates pressantes, comme la guerre et une possible récession. Celles-ci doivent prendre la priorité pour l'instant. Trop de vies et de moyens de subsistance sont en jeu, et il n'est pas réaliste que les pays priorisent également les changements climatiques en même temps. De plus, nous ne sommes pas un grand contributeur au problème climatique. Bien que le Canada ait l'un des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre les plus élevés au monde par habitant, nous sommes de faibles contributeurs à l'échelle mondiale : seulement 1,4 %. Ils disent également que cette concentration pourrait aussi contrarier les États-Unis, qui ont changé leur position sur les changements climatiques, et nous ne pouvons pas nous permettre cette friction supplémentaire.

Partie 4

Développement

Comment le Canada devrait-il envisager sa relation avec les pays plus pauvres?



Développement : Comment le Canada devrait-il envisager sa relation avec les pays plus pauvres?

Le Canada s'engage dans des activités de développement avec des pays plus pauvres de diverses façons. Nous donnons ou prêtons de l'argent directement aux pays à faible et moyen revenu et nous contribuons à des organisations internationales comme la Banque mondiale qui effectuent également ce travail. Ce type d'aide au développement (également appelée aide étrangère) aide les pays plus pauvres à construire des hôpitaux et des écoles, à mettre en place des systèmes d'eau potable, à établir un système juridique solide, à mettre en place des institutions démocratiques et à développer leurs économies. Elle a également payé pour la plupart des vaccins destinés aux pays plus pauvres pendant la pandémie de COVID, par exemple. Les dépenses de développement fournissent également une aide humanitaire urgente, comme l'aide alimentaire d'urgence lors de catastrophes naturelles et de guerres.

L'objectif de l'aide internationale est d'aider les pays à devenir autosuffisants afin qu'ils n'aient plus besoin d'aide externe. Depuis 1960, des dizaines de pays (de la Corée du Sud à la Chine en passant par la Turquie) avec une population totale de plus de 4 milliards ont évolué du statut de grands bénéficiaires d'aide à celui de grands donateurs eux-mêmes.

Les dépenses canadiennes en développement étaient de 7 milliards $ US sur un total de 212 milliards $ US de tous les pays donateurs en 2024. Une autre façon de comparer l'engagement des pays donateurs est de montrer quelle partie de leur économie nationale ils allouent au développement. L'objectif international est de 0,7 %, bien que peu de pays (principalement en Scandinavie) aient dépensé autant. Le Canada a atteint 0,3 % en 2025, avant que les récentes coupes ne soient annoncées. Notre engagement d'augmenter les dépenses militaires pour atteindre 3,5 % du PIB est dix fois plus important.

Mais le développement ne se limite pas à l'aide. Le Canada utilise également sa voix pour s'exprimer dans les forums mondiaux en soutien aux pays en développement et aux personnes les plus vulnérables du monde, par exemple en encourageant d'autres pays à protéger les droits des femmes. Nous coopérons également avec les pays à faible et moyen revenu pour travailler sur des domaines d'intérêt commun (comme la prévention des maladies), fournir de la formation ou encourager le commerce, par exemple en offrant un statut de partenaire commercial préférentiel afin que les pays puissent améliorer leurs propres économies.

Jusqu'à l'année dernière, les États-Unis étaient un acteur central dans la politique de développement et les dépenses à l'échelle mondiale. Ils coopéraient avec d'autres pays et fournissaient plus de la moitié des dollars d'aide au développement du monde. Ils encourageaient d'autres dans le monde entier à rejoindre les efforts pour améliorer les économies et les vies dans les pays à faible revenu. Les États-Unis ont également agi de nombreuses façons problématiques, violant parfois les droits de la personne et agissant injustement envers les pays plus pauvres. Cependant, bien que non parfait, son rôle était central et stable. L'administration Trump de 2025 et son programme « L'Amérique d'abord » ont perturbé des décennies de stabilité et ont fondamentalement changé le paysage du développement international.

En 2025, de nombreux pays, dont le Canada, ont annoncé qu'ils réduiraient considérablement leur aide, en partie pour rediriger le financement vers la défense et la sécurité. Plus radicalement, les États-Unis ont supprimé l'ensemble de leur département de développement (USAID) et ont réduit leur aide de plus de moitié, de 63 milliards $ US à 29 milliards $ US. En même temps, d'autres grands donateurs comme le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et la France ont également réduit leur aide. Dans l'ensemble, le financement a chuté d'un niveau record de 23 % en 2025. En 2025, le Canada a annoncé des coupes de 2,7 milliards $ réparties sur les quatre prochaines années.

Ces coupes dans l'aide ont déjà eu de graves conséquences dans les pays à faible revenu. Certains sondages font état d'une réduction de 70 % des services essentiels comme les soins de santé et l'éducation. D'autres pays ont perdu la plupart de leurs budgets de santé en un seul mois. Bien que certains experts soutiennent que les pays plus pauvres doivent mieux mobiliser leurs propres ressources pour payer les services sociaux de base, cela prendra du temps. En raison d'une dette nationale élevée, les pays plus pauvres ne peuvent pas remplacer ces budgets du jour au lendemain. Des analyses récentes ont révélé que les coupes dans l'aide pourraient entraîner plus de 22 millions de décès dans le monde d'ici 2030, dont plus de 5,4 millions d'enfants de moins de cinq ans. Pour la première fois en des décennies, la mortalité infantile a augmenté en 2025. Déjà un demi-million d'enfants sont morts à cause de ces coupes. C'est un enfant toutes les 40 secondes.

En même temps, les pays plus pauvres et touchés par des conflits revoient leurs relations avec les pays plus riches. Ils réfléchissent à des façons de créer un nouveau système qui leur donnerait un plus grand mot à dire dans leurs propres décisions nationales et un rôle plus fort dans les organisations internationales. De nombreux experts croient qu'il est temps de revoir les anciennes approches et de trouver de nouvelles façons de soutenir les pays plus pauvres qui sont mutuellement bénéfiques.

En réponse, le Canada reconsidère sa propre approche. En tant que petit pays avec un budget relativement modeste, quel rôle pouvons-nous jouer? Comment continuons-nous à soutenir les autres dans le monde alors que nous avons nous-mêmes des difficultés? Et où devrions-nous nous concentrer pour avoir le plus d'impact?

Engagement envers le développement

18. Proposition : Le Canada devrait maintenir son aide au développement parallèlement à ses augmentations de défense et de sécurité	
Arguments pour	Arguments contre
Moralement juste. Le Canada est un pays riche et il est juste que nous aidions ceux qui sont moins fortunés sans qu'ils en soient responsables. **L'aide et la défense vont ensemble.** L'investissement dans le développement prévient les conflits.	**Protégeons le Canada.** Nous devons prioriser les dépenses de défense en ces temps dangereux. **La charité commence à la maison.** L'argent devrait être utilisé pour les questions intérieures urgentes.

Investissement stratégique. Le développement bénéficie au Canada. C'est un investissement dans l'établissement de nouveaux partenariats politiques, la prévention des maladies et la création de nouveaux marchés commerciaux. **Nous pouvons faire les deux.** Si nous pouvons augmenter les dépenses de défense, nous pouvons au moins maintenir notre budget de développement. Les dépenses de défense sont coûteuses. Les dépenses de développement sont relativement peu coûteuses par rapport aux bénéfices qu'elles apportent au Canada. **Le développement fonctionne.** De plus en plus de pays sortent de la pauvreté par la croissance. Regardez la Chine, l'Inde et l'Indonésie, par exemple.	**Pas notre responsabilité.** Il n'appartient pas au Canada de s'inquiéter de ce qui se passe dans d'autres pays. Ils doivent être responsables de prendre soin de leur propre peuple. **Pas efficace.** L'argent du développement ne fonctionne pas vraiment. Il pourrait aider certaines personnes à consulter un médecin, mais il ne sort pas les pays de la pauvreté. **Corruption.** Trop d'aide est gaspillée et va à des pays corrompus ou non démocratiques. **Dépassé.** Nous devrions mettre fin à l'aide et bâtir un nouveau monde plus égalitaire où les pays riches n'utilisent pas leur argent pour imposer leurs priorités aux pays à faible revenu.

Pourquoi le Canada devrait-il maintenir ses dépenses de développement? Premièrement, soutiennent les experts, les pays investissent dans le développement international en raison de la conviction d'une responsabilité partagée de travailler ensemble pour stimuler une croissance économique durable qui profite à tous, notamment à ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte. Il protège les droits, répond aux besoins essentiels et aide les gens à vivre mieux. En termes simples, c'est la chose morale à faire. Certains croient également que l'aide est une façon de corriger les torts du passé, où les pays riches ont façonné les règles en leur faveur et ont volé les ressources des pays plus pauvres. Ces pays sont encore pauvres en partie à cause de nos actions passées, nous avons donc la responsabilité de les aider à se remettre.

Deuxièmement, l'aide au développement bénéficie également au Canada. Les experts soutiennent qu'elle peut aider à rendre les autres pays plus stables, prospères et éduqués. Elle améliore la sécurité sanitaire mondiale en prévenant les maladies qui pourraient se propager et devenir une pandémie. Elle aide à réduire le risque de guerre et de conflit et réduit ainsi la migration. De nombreux experts militaires soutiennent l'aide au développement parce qu'elle peut s'attaquer aux causes profondes des guerres. Elle élargit les partenariats commerciaux potentiels et ouvre de nouveaux marchés pour le Canada, car lorsque les gens vont mieux, ils peuvent acheter nos produits.

D'autres ont un point de vue différent. Ils soutiennent les coupes dans l'aide et soutiennent que nos dépenses devraient se concentrer principalement sur les défis intérieurs canadiens. Ils disent que nous faisons face à des périodes économiques difficiles nous-mêmes, ainsi qu'à un monde plus dangereux, et qu'il n'est que raisonnable de rediriger l'aide vers nos propres besoins, y compris la défense. Ils disent également que l'aide n'est pas toujours efficace à long terme. Bien qu'elle puisse stimuler les soins de santé et l'éducation, elle joue un rôle bien moindre dans la sortie de la pauvreté de communautés entières. Ils soutiennent également que donner de l'aide aux pays peut réduire les incitations pour leur gouvernement à investir dans leurs propres

services publics parce qu'ils peuvent compter sur des pays plus riches à la place. D'autres s'inquiètent que l'aide au développement soit gaspillée ou sujette à la corruption.

Certains experts des pays à faible revenu eux-mêmes disent que l'aide est une façon dont les pays riches s'ingèrent dans les décisions de leurs pays parce que l'aide est assortie de conditions. Ils soutiennent que nous devons mettre fin à l'aide parce qu'elle est dépassée et qu'elle constitue une forme de colonialisme où les pays riches imposent leur volonté aux pays plus pauvres.

Développement et intérêts économiques canadiens

19. Proposition : Le développement international canadien devrait prioriser l'aide aux entreprises canadiennes à se développer à l'étranger	
Arguments pour	Arguments contre
C'est l'économie! En temps d'incertitude économique, nous devons prioriser les entreprises canadiennes, et nous devrions redoubler d'efforts pour les soutenir. **Nous devons nous mettre en premier.** Si nous aidons les entreprises canadiennes à travailler à l'étranger, leur succès pourrait se répercuter sur les Canadiens ordinaires, alors nous devrions au moins essayer. **Nous devrions recentrer notre approche.** Il est temps de s'éloigner des anciens modèles d'aide aux pauvres et de commencer à voir les entreprises et l'économie comme le moyen de stimuler la croissance économique.	**Nous pouvons faire les deux.** Nous aidons déjà les entreprises canadiennes avec d'importants flux de financement. Nous n'avons pas besoin de prendre de l'argent des pauvres pour les aider davantage. Nous pouvons augmenter le soutien aux entreprises si nous le voulons, mais nous ne devrions pas le prendre de l'aide. **Les subventions ne fonctionnent pas.** Les preuves montrent que les subventions ne fonctionnent pas — dans de nombreux cas, les entreprises prennent l'argent et le transmettent aux actionnaires. Elles ne créent pas de bons emplois et ne redonnent pas au Canada. **Cela engendre la corruption.** Les cadeaux aux entreprises sont une recette pour la corruption.

Certains disent que nous devrions maintenir l'aide, mais nous devons effectuer un grand changement et lier notre aide plus directement aux intérêts économiques canadiens. Ils proposent de financer des entreprises canadiennes pour former et embaucher des personnes dans d'autres pays, conclure des accords qui élargissent l'accès des entreprises canadiennes aux marchés d'autres pays ou établir des partenariats entre des entreprises canadiennes et étrangères pour produire de nouveaux produits. Les partisans disent que ce changement d'approche bénéficiera indirectement aux personnes pauvres à l'étranger qui pourraient être embauchées par nos entreprises et ainsi soulever l'ensemble des économies. Ils disent que cela traite les pays plus pauvres comme des égaux dans le commerce et les affaires plutôt que de leur donner des aumônes.

Les critiques de cette approche disent que nous avons essayé ce qu'on appelle l'« aide liée » dans les années 1980 et 1990, et qu'elle était largement inefficace. Dans certains cas, cela a conduit à des scandales où les gouvernements ont conclu des accords inappropriés, comme promettre de l'aide à des dictateurs en échange de contrats. Ils disent également que les preuves montrent que ces programmes ne fonctionnent pas. Les entreprises prennent l'argent, mais elles ne créent pas de nouveaux emplois, et les avantages se répercutent rarement sur les gens ordinaires. Finalement, ils soutiennent que les entreprises canadiennes ont déjà leurs propres programmes et financements pour les aider. Ils disent que les personnes pauvres et leurs besoins devraient être au centre du développement international, et que tous les avantages pour les Canadiens sont souhaitables mais ne sont pas l'objectif principal. Il existe déjà de nombreuses façons dont les Canadiens profitent du développement international, comme la prévention des pandémies et de la propagation des maladies, la création de nouveaux marchés pour le commerce et la prévention des conflits qui pourraient nous affecter.

Femmes et filles

20. Proposition : Le Canada devrait maintenir sa concentration sur l'aide aux femmes et aux filles dans les pays à faible revenu

Arguments pour	Arguments contre
C'est la bonne chose à faire. La situation des femmes et des filles dans le monde est intolérable et le Canada doit jouer un rôle dans l'amélioration de leur vie. **C'est efficace.** Les preuves montrent que si nous voulons améliorer les vies et sortir les gens de la pauvreté, nous devons nous concentrer sur ceux qui sont les plus laissés pour compte. Ce sont les femmes et les filles. **Priorité nationale.** Le Canada est fier de nos propres progrès à la maison dans l'amélioration des droits des femmes et des filles. Nous devrions faire avancer cette question à l'échelle internationale aussi.	**C'est hypocrite.** Nous ne devrions pas faire la promotion des droits des femmes à l'étranger alors que nous n'avons pas atteint des résultats égaux pour les femmes ici. **Pas assez d'argent.** Nous ne pouvons pas nous permettre de donner autant d'argent pour des priorités spécifiques comme celle-ci. Nous devons réduire partout, et cela inclut les femmes et les filles. **Pas notre décision.** C'est aux autres pays de décider de leurs propres priorités. Il n'appartient pas au Canada de dicter qu'ils doivent se concentrer sur les femmes et les filles.

Tout au long des gouvernements successifs, le Canada a concentré sa politique de développement sur les femmes et les filles et sur l'égalité des sexes. Le Canada a choisi cette orientation en raison des preuves que la promotion de l'égalité des sexes bénéficie à tous, y compris aux hommes et aux garçons. De nombreux experts estiment que se concentrer sur les femmes et les filles profite à tous et est la meilleure façon de lutter contre la pauvreté. Sans une attention spécifique aux femmes et aux filles, elles ne bénéficient pas également des efforts pour améliorer les vies et les économies.

Cependant, malgré certains progrès, les inégalités entre les sexes persistent. Dans le monde, une femme sur trois subira de la violence. Les femmes font près de trois fois les tâches ménagères des hommes, et elles sont payées 23 % de moins que les hommes en emploi. Les femmes n'ont que 60 % des droits légaux dont jouissent les hommes. Dans certains pays, les femmes ne sont pas autorisées à posséder des biens, à décider avec qui elles se marient ou à obtenir le même emploi que les hommes.

Dans les années 2010, le Canada s'est particulièrement concentré sur la santé maternelle et néonatale, aidant les pays à améliorer les soins de santé pour les femmes et les bébés, à réduire la mortalité maternelle et à augmenter la survie des nourrissons. Sous le dernier gouvernement, le Canada a adopté une politique étrangère féministe ainsi qu'une Politique d'aide internationale féministe (PAIF), et nous avons renforcé notre travail en matière d'égalité des sexes. Dans le cadre de la FIAP, le Canada a continué à se concentrer sur la santé maternelle, néonatale et infantile et à augmenter les investissements dans des domaines tels que la santé et les droits sexuels et reproductifs (y compris l'accès aux contraceptifs, la protection contre la violence basée sur le genre, et plus encore), les femmes dans l'agriculture, le soutien aux femmes pour accéder au financement et au crédit comme les hommes, et l'élimination des obstacles au leadership des femmes. Nous avons également soutenu les mouvements de défense des droits des femmes — des groupes qui luttent pour les droits des femmes dans de nombreux domaines, comme les droits à des milieux de travail sûrs, les droits légaux, la protection contre la violence et les droits à l'éducation et à la propriété foncière.

De nombreux experts et des femmes dans les pays à faible revenu eux-mêmes ont soutenu cette orientation. Ils ont vu le Canada comme un partenaire important qui les aidait à accéder à leurs droits et les protéger les droits, ainsi qu'à éliminer les obstacles aux soins de santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance durables. Cependant, les critiques ont dit qu'il était hypocrite pour le Canada de faire avancer les droits des femmes à l'étranger alors que nous n'avons pas pleinement atteint les droits des femmes ici. D'autres critiques ont dit que la concentration sur l'égalité des sexes était à la mode mais pas efficace.

Au cours des derniers mois, le nouveau gouvernement canadien s'est éloigné du langage féministe dans sa politique étrangère et n'a pas encore abordé l'égalité des sexes et les femmes et les filles comme priorité dans sa politique de développement.

Santé mondiale

21. Proposition : Le Canada devrait maintenir ses dépenses en santé mondiale	
Arguments pour	Arguments contre
Ce n'est pas le moment. Ce n'est pas le moment pour le Canada de réduire son budget de santé mondiale. Des millions d'enfants sont déjà projetés mourir, et nous ne pouvons pas être responsables de plus de décès. **Pas responsable.** Il est irresponsable de réduire le budget — par rapport aux dépenses de défense, c'est très faible et ne nous permettra pas d'économiser autant d'argent de toute façon. **Nous garde en sécurité.** Si nous augmentons le budget de défense parce que le monde est plus dangereux, nous devrions également augmenter le budget de santé mondiale pour nous aider à nous défendre contre les pandémies et rendre le monde plus sûr. **Ne gaspillons pas notre expérience.** Le Canada a accumulé 20 ans d'expertise. Nous ne devrions pas la gaspiller maintenant, quand le monde en a plus besoin que jamais.	**Concentrons-nous sur les plus grandes menaces.** Le monde est plus dangereux maintenant et le Canada doit se concentrer sur les menaces qui nous touchent ici. Il est juste d'augmenter nos dépenses de défense, et nous devrions concentrer notre énergie à combattre la Russie, la Chine et l'Iran. **Dans la même direction que les autres.** La plupart de nos alliés réduisent les dépenses de santé. C'est simplement logique et nous ne faisons que la même chose que nos alliés. **Pas notre responsabilité.** Il n'appartient pas au Canada d'améliorer la santé maternelle ou de traiter la tuberculose dans d'autres pays. D'autres pays doivent être responsables de leurs propres soins de santé.

Le Canada est connu pour son expertise en santé mondiale. La santé mondiale signifie la prévention des maladies infectieuses comme le VIH et la tuberculose, la vaccination des enfants contre des maladies comme la poliomyélite, la prévention des pandémies, l'amélioration de la santé maternelle et néonatale et la construction de systèmes de santé solides avec suffisamment d'équipement, de professionnels de la santé et de formation pour fournir des soins de santé de haute qualité. Au cours de 20 ans, le Canada a développé une expertise dans ce domaine, avec une attention particulière aux questions touchant les femmes et les enfants. Moins de pays financent ce type de travail, et le Canada a décidé de se concentrer dans ce domaine parce que c'était une bonne façon d'utiliser notre montant de financement plus petit pour améliorer des vies partout dans le monde. Le rôle du Canada a été particulièrement important alors que des pays comme les États-Unis ont réduit leur soutien à la santé des femmes et des enfants.

En 2019, le Canada a annoncé un grand engagement envers la santé mondiale — 1,4 milliard $ par année sur 10 ans, pour un total d'environ 14 milliards $ en dépenses totales de développement (pour avoir un sens de l'échelle, le budget fédéral est d'environ 500 milliards $ par année). Cependant, en 2025, le Canada a annoncé des coupes de 2,7 milliards $ réparties sur les quatre prochaines années. Le gouvernement a dit qu'il voulait particulièrement réduire la partie santé mondiale de nos dépenses, car elle a augmenté plus rapidement que les autres domaines.

Ce déclin est observé dans d'autres pays également. Comme la baisse du financement global de l'aide, le financement de la santé mondiale dans le monde a diminué au cours des trois dernières années d'environ 21 %. Il devrait diminuer de moitié, passant de 80 milliards $ US en 2021 à un 36 milliards $ US projeté en 2030.